



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 40
Juin - Juni - Giugno
2013

Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

11 mars 2013

La vente de cosmétiques testés sur les animaux interdite dans l'UE

L'interdiction de tester des cosmétiques sur les animaux est enfin entrée en vigueur dans toute l'Union Européenne. Plus aucun cosmétique ne pourra être vendu au sein de l'UE si le produit fini ou ses ingrédients ont fait l'objet de tests sur des animaux, quel que soit le pays où ces tests ont été exécutés. Du moins en théorie. Car qu'en sera-t-il réellement ?

Contenu en Français,
p. 2 - 13

Verkauf von an Tieren getesteter Kosmetik in der EU verboten

Endlich ist in der gesamten EU das Verbot in Kraft getreten, Kosmetik an Tieren zu testen. Innerhalb der EU wird künftig keinerlei Kosmetik mehr verkauft, bei der für das Endprodukt oder für Bestandteile Tierversuche durchgeführt wurden. Dies erfolgt unabhängig vom Land, in dem die Tests stattfanden. Zumindes theoretisch ist das so. Wie die Wirklichkeit aussehen wird, ist eine andere Frage.

Inhalt Deutsch S. 14 - 25

11 marzo 2013

Vietata la vendita di cosmetici testati sugli animali nell'Ue

Il divieto di testare cosmetici sugli animali è finalmente entrato in vigore in tutta l'Unione europea. Non si potrà più vendere alcun prodotto cosmetico in seno all'Ue se il prodotto finito o i suoi ingredienti sono stati oggetto di test su animali, a prescindere dal paese in cui sono stati realizzati gli esperimenti. Questa per lo meno è la teoria. Ma come sarà la realtà ?

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

Edito



Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Dans ce journal, vous pourrez prendre connaissance en pages 9 et 10 du procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue du 23 mars 2013, ainsi que des rapports de la Trésorière et des vérificateurs aux comptes.

Après les cantons de Soleure, de Bâle, d'Argovie et du Tessin, nous avons prévu plusieurs actions dans le canton de Fribourg durant ces prochains mois. Il s'agit une fois encore d'une autorité cantonale qui viole des dispositions légales pour assurer sa tranquillité. Rien de bien nouveau.

Le canton de fribourg expérimente dans son université de nombreux animaux, dont des singes. L'entreprise pharmaceutique Novartis expérimente elle aussi chaque année des centaines de chiens et chats sur la commune de Saint-Aubin.

Il y a lieu d'agir afin que des représentants d'organismes de protection des animaux puissent en toute indépendance de l'autorité, contrôler les expériences et la détention des animaux, comme le prévoit la législation.

Parmi les actions qui se mettent en place, nous invitons tous nos membres domiciliés dans le canton de Fribourg à signer la pétition publiée en page 11.

Merci également de la faire signer à vos amis, connaissances et toutes les autres personnes domiciliées dans ce canton.

Nous avons trois mois pour recueillir un maximum de signatures. La pétition sera déposée en septembre prochain à l'attention du Grand Conseil fribourgeois. Chaque signature compte. Aucune action n'est inutile. Même si nous n'obtenons pas satisfaction dans chaque cas dénoncé, chaque action menée contribue à ouvrir le chemin des victoires futures. Merci à toutes et tous pour votre aide !

Nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

La vente de cosmétiques testés sur les animaux interdite dans l'UE

Suite de la page 1



Panique à bord

Qui croyait réellement à cette interdiction ? Depuis le temps que les industries cosmétiques faisaient des pieds et des mains pour repousser l'interdiction d'au minimum dix ans, la plupart parmi nous s'attendait à voir sortir d'un chapeau un amendement de dernière minute pour satisfaire leurs revendications. Pour une fois, rien de tout cela. Etonnamment, les animaux ne passeront pas une fois encore après les intérêts des lobbies industriels.

Ces derniers mois, plusieurs parlementaires européens ne cachaient pas leur lassitude et semblaient favorables à l'idée de boucler une fois pour toute ce sujet, afin qu'on les laisse tranquille avec un thème aussi mineur. On dit aussi que le Commissaire européen Tonio Borg, en charge de ce dossier, aurait décidé de maintenir l'interdiction suite aux pressions agressives et incessantes des milieux cosmétiques à son encontre.

Manque d'engagement de la Commission européenne

Mise sous pression à son tour, la Commission a bien dû trouver une porte de sortie pour les industriels. C'est le 11 mars 2013, jour de l'entrée en vigueur de l'interdiction, qu'elle tente d'ouvrir la voie à toutes sortes d'exceptions par voie de communiqués à l'attention du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne.

Pour faire bonne figure, la Commission rappelle en préambule que c'est parce que les industries cosmétiques ont dû faire face à une possible interdiction, qu'elles ont développé des moyens pour remplacer les animaux dans plusieurs procédures de tests. Elle poursuit, lucide : « Toute modification de l'interdiction de mise sur le marché de 2013 pourrait sérieusement entamer la résolution des parties concernées de mettre rapidement au point d'autres méthodes d'essai. »

« Les retombées s'étendent au-delà du secteur des produits cosmétiques: l'objectif est d'élaborer des stratégies permettant de disposer d'outils plus performants, plus prédictifs, plus rapides et aussi moins coûteux pour évaluer l'innocuité des substances chimiques pour les consommateurs. Exploiter pleinement les possibilités offertes par les méthodes de substitution à l'expérimentation animale sera une entreprise ambitieuse qui exigera un changement de mentalité de tous les intervenants. »

Après ces déclarations pleines de bon sens, place à la résolution du problème : « Actuellement, il n'existe pas de jurisprudence à la Cour de justice de l'Union européenne concernant la manière d'interpréter le champ d'application de l'interdiction de mise sur le marché de 2013. La Commission rappelle que la Cour est la seule instance habilitée à donner une interprétation légalement contraignante du droit de l'Union. La Commission surveillera, sous le contrôle de la Cour, l'application de l'interdiction de mise sur le marché de 2013. La Commission se fondera, pour ce faire, sur l'interprétation qu'elle donne actuellement de la portée de l'interdiction (...) Dans la pratique, l'application de l'interdiction de mise sur le marché continuera de dépendre d'une décision que l'autorité compétente de l'État membre concerné prendra au cas par cas (...) La majorité des ingrédients utilisés dans les produits cosmétiques sont des ingrédients qui

IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00** **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX**



sont également utilisés dans de nombreux autres produits de consommation et produits industriels, tels les produits pharmaceutiques, les détergents et les denrées alimentaires, et l'expérimentation animale peut se révéler nécessaire pour garantir la conformité de ces produits avec le cadre légal qui leur est applicable. En général, les ingrédients utilisés dans les produits cosmétiques sont également soumis aux dispositions horizontales du règlement REACH et il se peut qu'il soit nécessaire d'avoir recours à l'expérimentation animale pour compléter les dossiers, s'il n'existe aucune autre solution. **Il revient donc aux États membres d'apprecier et de décider si l'expérimentation animale effectuée au titre d'autres législations doit être considérée comme relevant de l'interdiction de mise sur le marché de 2013.** (...)

La Commission estime que l'expérimentation animale clairement motivée par le respect de législations ne s'appliquant pas aux produits cosmétiques ne devrait pas être considérée comme ayant été effectuée «afin de satisfaire aux exigences du présent règlement». **Les données résultant d'essais sur des animaux effectués dans ce contexte ne devraient pas entraîner l'interdiction de mise sur le marché des produits cosmétiques concernés** et elles devraient dès lors pouvoir servir à l'évaluation de la sécurité de ces produits. (...)

Une interdiction vidée de son sens ?

La Commission peut bien vouloir prendre ses rêves pour des réalités, son pouvoir dans ce domaine reste assez limité. Mais elle rappelle un fait incontestable, le règlement cosmétique permet une lecture large de ses dispositions. Et sans jurisprudence, chacun peut y aller de son interprétation.

Quelle sera la décision de la Cour de justice ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais lorsque plusieurs textes législatifs se croisent, une hiérarchie doit être établie et dans ce cas, le règlement REACH, vu son importance dans le domaine de la santé publique, va sans doute prévaloir sur le règlement cosmétique.

Faut-il alors condamner ce nouveau règlement en raison de son incapacité à tenir ses promesses ? Il faut au contraire se réjouir qu'un texte novateur ait pu aller au bout de son processus. Qu'il soit attaqué par les industries était attendu. Il semble aussi momentanément neutralisé et vidé de sa substance. Et alors ? Ce n'est certainement pas le moment de baisser les bras. Agir ainsi serait ouvrir une voie royale à tout ceux qui oeuvrent pour le maintien des expériences sur animaux, considérées comme utiles pour démontrer l'innocuité d'une substance dangereuse et qui leur permet de se protéger de toute mise en cause lors d'une atteinte à la santé des consommateurs.

Fonctionnement de l'U.E.



Pour comprendre l'historique de la directive cosmétique et sa mise en application, il peut être utile de connaître le fonctionnement législatif de l'Union européenne, qui connaît trois organes institutionnels : le **Parlement**, le **Conseil** et la **Commission**.

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne (ou Conseil des ministres) sont les deux pouvoirs législatifs de l'UE (on retrouve quelques similitudes avec nos deux chambres fédérales, le Conseil national et le Conseil des Etats).

Le **Parlement** est composé de 754 députés (751 dès 2014) provenant des 27 États de l'UE. Ils sont élus tous les cinq ans au suffrage universel direct. Son siège est à Strasbourg (F) où se tiennent les séances plénières. Les 20 commissions parlementaires se réunissent plutôt à Bruxelles, à proximité du Conseil.

Le **Conseil** réunit les ministres des États membres de l'U.E. en lien avec l'ordre du jour de chaque réunion. La présidence du Conseil s'exerce par chaque État membre durant six mois, à tour de rôle.

Le Parlement et le Conseil se prononcent sur un certain nombre d'objets communs (adoption du budget, règlements, directives etc.), mais le Conseil a des pouvoirs législatifs plus étendus car il est le seul à voter toutes les lois. Le Parlement et le Conseil ne peuvent être à l'initiative de lois, ce pouvoir étant réservé à la Commission

La **Commission européenne** est composée de 27 commissaires, soit un représentant par État membre. Le Conseil propose au Parlement un candidat à la Présidence de la commission. Après son élection par le Parlement, le Conseil participe avec le Président au choix des 26 autres commissaires et procède à leur nomination pour un mandat de 5 ans.

Le siège de la Commission est situé à Bruxelles.

La Commission a le droit d'initiative: elle peut proposer des textes législatifs pour adoption par le Parlement et le Conseil.

Lorsqu'une législation a été adoptée, la Commission veille à son application correcte par les États membres de l'UE.

Mise en application des décisions

Le droit européen est constitué du droit «primaire» et du droit «dérivé». Les traités (droit primaire) forment la base sur laquelle l'Union européenne fonde toute son action. Les règlements, directives et décisions (droit dérivé) découlent des principes et objectifs définis dans les traités.

Les règlements et les décisions sont directement applicables. Les directives indiquent uniquement le résultat souhaité, et laissent les pays de l'UE libres de choisir les moyens réglementaires d'y parvenir dans un délai fixé.

Les Etats membres de l'UE sont chargés d'appliquer la législation européenne sur leur propre territoire. La Commission veille à la bonne marche de la procédure. Elle peut intervenir si un pays de l'UE omet de communiquer les mesures qu'il a prises pour intégrer les directives de l'UE dans sa législation nationale, ou est suspecté d'enfreindre les dispositions des traités, règlements ou directives de l'UE.

La Commission contacte tout d'abord les autorités nationales. Si aucune solution adéquate n'est trouvée, elle peut:

- ouvrir officiellement une procédure d'infraction, en envoyant une «lettre de mise en demeure», puis un «avis motivé»;
- saisir la Cour de justice de l'Union européenne afin que celle-ci statue;
- demander à la Cour de justice d'imposer des sanctions financières (si les autorités nationales ne se conforment pas à son arrêt), jusqu'à ce que l'infraction ait été éliminée.

Situation des cosmétiques dans l'UE en bref

La législation européenne interdit sur le territoire des Etats membres de l'UE, la commercialisation de tout produit cosmétique pour lesquels des tests sur les animaux ont été exécutés à partir du 11 mars 2013.

L'interdiction s'applique également aux substances composant le produit, quel que soit le pays dans lequel les tests sur les animaux ont été pratiqués.



Tous les tests sur les animaux pour les cosmétiques ont-ils pu être remplacés ?

Non, il reste trois tests pour lesquels aucune méthode de remplacement n'est encore disponible. Il s'agit des tests de toxicité des doses répétées, de toxicité pour la reproduction et de toxicocinétique.

Les cosmétiques vendus dans l'UE seront-ils moins sûrs pour la santé ?

Non, une substance qui n'aura pas pu démontrer son innocuité ne sera tout simplement pas autorisée à entrer dans la composition d'un produit.

Par le fait que de nombreux tests sur les animaux n'apportent que des données estimatives sur le potentiel toxique d'une substance, le recours exclusif à des tests *in vitro* ou *in silico* plus sûrs, assurera au contraire une meilleure sécurité pour les consommateurs.

Qui contrôlera que l'interdiction est bien respectée ?

Le règlement sur les cosmétiques impose à la «personne responsable» de garantir le respect des dispositions légales. Il impose aussi aux autorités compétentes de prendre toutes les mesures appropriées pour garantir le respect de ces dispositions et exige des États membres qu'ils appliquent des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas de violation desdites dispositions.

Comment les autorités pourront savoir si une substance a été testée ou non sur des animaux ?

Le dossier d'information sur le produit est la principale source de contrôle. Ce dossier doit contenir «les données relatives aux expérimentations animales réalisées par le fabricant ses agents ou fournisseurs et relatives au développement ou à l'évaluation de la sécurité du produit cosmétique ou de ses ingrédients, y compris toute expérimentation animale réalisée pour satisfaire aux exigences législatives ou réglementaires de pays tiers».

Il doit aussi reprendre le rapport sur la sécurité du produit qui doit inclure des données sur le profil toxicologique des substances et en indiquer clairement les sources. A partir de ces informations, les autorités compétentes pourront déterminer si l'évaluation de la sécurité du produit s'appuie sur des données issues de l'expérimentation animale.

Les cosmétiques commercialisés au sein de l'UE à partir de 2013 seront-ils garantis sans expérimentation animale ?

Non. Il faudra attendre un certain temps pour que tous les Etats mettent en place ces nouvelles dispositions, bien qu'ils soient tenus de le faire dès le 11 juillet 2013.

Ensuite, ces nouvelles dispositions ne s'appliqueront qu'aux nouvelles substances produites à des fins cosmétiques. Tous les produits et ingrédients testés sur les animaux

avant 2013 continueront à être commercialisés, sans distinction possible pour le consommateur.

Enfin, il sera vraisemblablement toujours possible d'inclure une substance testée sur les animaux, si ces tests n'ont pas été effectués exclusivement à des fins cosmétiques. Cette exception concerne en fait une grande partie des substances composant un produit. Ces substances sont généralement également développées à des fins médicales, alimentaires ou industrielles. Cette possibilité dépendra de la décision de la Cour de justice de l'UE qui devra se prononcer sur l'application du règlement.

Comment s'assurer que le produit cosmétique que j'achète n'a pas fait l'objet de tests sur les animaux ?

Il existe des marques de cosmétiques qui renoncent totalement à pratiquer des tests sur les animaux. Ces marques, labellisées HCS en Europe, acceptent d'être auditées par un organisme indépendant qui contrôle l'origine et les fournisseurs des substances entrant dans la composition de leurs produits.

Les simples déclarations d'intention des fabricants de cosmétiques sont souvent mensongères et incontrôlables. Pour ces raisons, la LSCV encourage l'achat de produits labellisés HCS, tant que la situation européenne et suisse n'offrira aucune garantie quant à l'absence réelle de tests sur les animaux pour la production des cosmétiques.

A propos du règlement de l'UE sur les cosmétiques

Le règlement (CE) n°1223/2009 sur les cosmétiques, abroge et remplace la directive 76/768/CEE. Il contient les mêmes dispositions qui sont directement applicables dans tous les États membres à partir du 11 juillet 2013.

A la différence d'une directive, un règlement fixe des règles claires et détaillées ne laissant aux États membres aucune possibilité de transposition divergente. Un règlement garantit également que les dispositions juridiques sont mises en œuvre au même moment dans l'ensemble de l'UE.

Selon le règlement 1223/2009, l'expérimentation animale doit être remplacée par des méthodes alternatives. Il interdit la réalisation d'expérimentations animales dans l'Union européenne pour:

- 1) des produits finis,
- 2) des ingrédients ou des combinaisons d'ingrédients.

Le règlement interdit également la mise sur le marché de l'Union européenne:

- 1) des produits dont la formulation finale a fait l'objet d'une expérimentation animale;

2) des produits contenant des ingrédients ou combinaisons d'ingrédients, qui ont fait l'objet d'une expérimentation animale.

Dans des circonstances exceptionnelles, un État membre peut demander à la Commission d'accorder une dérogation, après consultation du comité scientifique pour la sécurité des consommateurs (CSSC), pour un ingrédient largement utilisé et qui ne peut être remplacé.



La Suisse, petit îlot préservé de l'interdiction !

Le règlement européen est peut-être plein de défauts, il a au moins l'avantage d'exister. A ce niveau, notre pays semble bien loin derrière l'UE.

Les marques de cosmétiques qui se verront interdire la commercialisation de certains de leurs produits pourront toujours les écouler sur le marché helvétique.

A moins que la pression publique soit suffisante pour encourager le Conseil fédéral à énoncer rapidement de nouvelles dispositions qui interdiront également la commercialisation de produits cosmétiques ayant nécessité des expérimentations animales.

Un premier objet à l'attention du Conseil fédéral a été déposé au Parlement le lendemain de l'interdiction européenne. Mille mercis à la Conseillère nationale zurichoise Rosmarie Quadranti (PDB) pour son interpellation (voir ci-contre). Espérons que de nombreux autres parlementaires soutiendront à leur tour l'interdiction stricte de tous les tests sur les animaux pour des produits cosmétiques.



Les laboratoires en suisse comme Harlan, spécialisés dans l'exécution de tests de toxicité sur les animaux pour le compte d'entreprises chimiques, pharmaceutiques ou cosmétiques, ne sont pas prêts de fermer leurs portes.



Manifestation de Tierrechtsgruppe Zürich le 28 novembre 2012 devant le laboratoire Harlan à Itingen (BL)

13.3060 - Interpellation Tests de composants cosmétiques sur les animaux



Date de dépôt : 12.03.2013

Déposé au : Conseil national

Etat des délibérations : Non encore traité au conseil

Déposé par : Quadranti Rosmarie
Nationalrätin Kanton Zürich (BDP) PDB

Texte déposé

Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:

- Pourquoi a-t-il jusqu'à aujourd'hui renoncé à interdire complètement les tests de composants ou produits finis cosmétiques sur les animaux?
- Au vu de la modification de la situation juridique dans l'UE, comment la Suisse pourrait-elle mettre en place une interdiction similaire le plus rapidement possible?
- Comment empêcher entretemps que la Suisse ne devienne le dernier endroit en Europe où soient pratiqués des tests de cosmétiques sur les animaux?

Développement

Bien que disposant d'une des législations sur la protection des animaux les plus avancées au monde, la Suisse renonce volontairement à remédier à certaines lacunes en la matière sur lesquelles l'opinion publique est pourtant unanime, à savoir que la mise au point de cosmétiques ne justifie pas le recours à des tests sur les animaux et que la pesée des intérêts imposée par la loi ne peut qu'aboutir à une décision d'interdire les tests et d'épargner ainsi les animaux.

De plus, en raison des dispositions actuelles, la Suisse court le risque de recevoir toujours plus de mandats d'entreprises extra-européennes cherchant à contourner l'interdiction des tests sur les animaux.

Le 11 mars 2013, l'entrée en vigueur du dernier point de la directive de l'UE en matière de cosmétiques a entraîné une interdiction totale des tests de composants ou de produits finis cosmétiques sur les animaux. En Allemagne, de tels tests sont formellement interdits depuis 1998. Dès lors, la législation suisse sur la protection des animaux est insuffisante comparée à celle en vigueur dans l'UE.

En vertu de l'article 19, alinéa 3, LPA, «le Conseil fédéral peut déclarer certains buts d'expérience illicites», ce qu'il n'a pas encore fait concernant les tests de cosmétiques sur les animaux. Pourtant, les directives concernant la demande d'autorisation et l'octroi d'autorisations pour des expériences sur animaux en vue de contrôles d'innocuité de substances et de produits (directive concernant la toxicité) précisent que «les demandes pour le contrôle de cosmétiques (produits) [...] ne doivent, en règle générale, pas être autorisées». Cette directive ne concerne toutefois que les produits finis et les composants. Contrairement à ce qui se passe dans l'UE, «le contrôle de nouvelles substances de base pour des cosmétiques» peut, entre autres, être admis. Les très controversés tests de toxicité de filtres UV réalisés sur des rats en 2010 et en 2011 sont la preuve que la protection des animaux en Suisse est insuffisante.

Compte-rendu de la réunion de l'ECEAE à Dublin du 6 au 8 mars 2013

Maja Schmid a représenté la LSCV lors de la réunion de la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE), qui s'est tenue à Dublin, capitale de l'Irlande.

6 mars 2013 - Nouvelles adhésions et happening pour l'entrée en vigueur de la Directive cosmétiques

Les règles en vigueur pour adhérer à la Coalition ont été rediscutées. La Société Protectrice des Animaux de la Slovénie a présenté une demande d'adhésion puis a activement participé aux trois journées de réunions.

Pour marquer l'entrée en vigueur de l'interdiction d'importation et de fabrication de produits cosmétiques testés sur les animaux au sein de l'Union Européenne à partir du 11 mars 2013, les membres de l'ECEAE se sont rendus au Parlement irlandais. Un gâteau décoré du logo du Lapin utilisé lors de la campagne « cosmétique sans cruauté » et orné de 24 bougies, une pour chaque année d'attente avant cette interdiction, a été présenté à Barbara Nolan, chef de la représentation de la commission européenne à Dublin. Ce gâteau entièrement végan, avait été spécialement confectionné par un membre de l'Irish Anti-Vivisection Society (association irlandaise contre la vivisection), laquelle cherchait à organiser cette réunion.



7 mars 2013 - HCS, Botox, REACH

Une discussion a été engagée sur l'intérêt de maintenir en activité le label HCS (Humane Cosmetics Standard), suite à l'entrée en vigueur de la Directive cosmétiques. La mise en application de l'interdiction n'est pas garantie et certaines grandes marques de l'industrie cosmétique veulent pouvoir utiliser dans leurs produits des ingrédients testés sur les animaux, si ces substances l'ont été pour d'autres applications, par exemple médicales ou chimiques. Il a été décidé de poursuivre la gestion du label HCS tant que les cosmétiques commercialisés au sein de l'U.E n'apporteront aucune garantie sur l'absence réelle de tests sur les animaux.

Suite au succès du premier «Botox-Day» en juillet 2012, il est envisagé de reconduire des actions similaires. La toxine botulique, utilisée pour la fabrication du Botox, est un des poisons des plus mortels dont la toxicité de chaque lot doit être testée sur des souris. Bien que le fabricant Allergan ait réussi à remplacer une grande partie des tests sur animaux par une méthode *in vitro*, la poursuite des tests *in vivo* par les autres fabricants Merz et Ipsen est préoccupante. Deux chercheurs de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zürich (ETH) ont développé une méthode pour tester la toxine botulique sur des liposomes par fluorescence¹. Si l'industrie pharmaceutique manifeste son intérêt et que les instances réglementaires valident cette méthode substitutive, il serait possible d'éviter une mort atroce à un demi million de souris chaque année.



Barbara Nolan et les représentants de 13 des nations membres de l'ECEAE : Allemagne (DTB, DAAE), Angleterre (BUAV), Belgique (GAIA), Croatie (Animal Friends Croatia), Danemark (LFV), Espagne (ADDA), Finlande (Animalia), Hollande (EDEV), Irlande (IAVS), Portugal (Animal), Slovénie (APSL), Suède (Djurens Rätt), Suisse (LSCV)

A propos de la toxine botulique

Depuis les années 1980, cette neurotoxine est employée dans de nombreuses formulations médicales pour traiter les migraines, le strabisme, une transpiration excessive et diverses pathologies chroniques. Depuis les années 1990, elle est aussi employée pour des traitements anti-rides. Dans ce domaine, son utilisation est exponentielle, malgré les effroyables souffrances infligées aux animaux pour leur production.

La toxine étant produite naturellement par des bactéries, sa concentration et son activité ne sont pas constantes. Il y a ainsi une obligation légale à tester chaque lot de toxine botulique en recourant au test de la DL50 (dose létale à 50%), qui consiste à administrer la substance à un groupe d'animaux jusqu'à ce que 50% en meurent.

Dans le cas de cette toxine, l'agonie des souris peut durer jusqu'à 4 jours. On estime à 500'000 le nombre de souris utilisées chaque année par l'industrie pharmaceutique pour tester avec la DL50 des lots de toxine botulique.



Le programme européen REACH² exige que la toxicité de milliers de substances chimiques soit évaluée. Le règlement spécifie clairement que l'exécution de tests sur animaux ne doit être envisagé qu'en dernier recours. Malgré cela, des milliers d'animaux sont utilisés chaque jour pour de nombreuses études superflues, comme le démontrent les dossiers qui ont été étudiés par un toxicologue de l'association germanique Médecins contre l'Expérimentation Animale (Ärzte gegen Tierversuche) et l'ECEAE. Les entreprises chimiques déposent régulièrement des demandes pour tester une substance sur des animaux sans même proposer ou chercher une alternative. L'ECEAE a pu s'opposer à plusieurs demandes, soit en démontrant l'inutilité des tests *in vivo*, soit en permettant de réduire passablement le nombre d'animaux prévu.

8 mars 2013 - Transport de singes par Air France

Les compagnies Air France, KLM, Vietnam Airlines, Air India et China Southern Airlines font toujours l'objet d'une campagne de protestation en raison de leurs transports de singes à destination de laboratoires dans le monde entier. Air France est le plus important transporteur de singes pour les laboratoires européens et l'ECEAE poursuit sa campagne contre cette société. Beaucoup de compagnies aériennes ont cessé ce commerce sous la pression du public et des organismes de protection des animaux. Deux sites Internet - www.gatewaytohell.net et www.airsouffrance.fr - peuvent être consultés pour s'informer et prendre connaissance des actions futures.



¹ Un liposome est une vésicule artificielle formée par des bicouches lipidiques, emprisonnant entre elles des compartiments aqueux. Dans le cas du test développé par l'ETH, cette membrane lipidique imite les extrémités des cellules nerveuses et la toxine botulique va se fixer à son récepteur spécifique. Par acidification du milieu de la cellule, la coloration d'une protéine informe sur la concentration de la toxine.

² Le programme REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) concerne le règlement du même nom, adopté par le Parlement européen le 18 décembre 2006 et entré en vigueur le 1er juin 2007. Il vise à évaluer la toxicité des substances chimiques mises sur le marché européen, dont l'importation ou la production est supérieure à une tonne par an.

Tessin : le Parquet refuse d'instruire notre dénonciation

Blanchiment d'autorités



L'article 28, alinéa 3 de la Loi fédérale sur la protection des animaux (LPA) est clair : Toute personne qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient par omission ou d'une autre manière à la présente loi est punie de l'amende.

Depuis des années, le vétérinaire cantonal tessinois Tulio Vanzetti violait les dispositions légales en pilotant la commission tessinoise sur l'expérimentation animale, censée être « indépendante de l'autorité ». Sur les cinq membres de la commission, trois faisaient partie du Département cantonal en charge du domaine de l'expérimentation animale. Tulio Vanzetti était même le Président de cette commission. En matière d'indépendance, on a vu mieux.

Devant l'acharnement du vétérinaire cantonal à s'accrocher à la présidence de sa commission, une campagne de presse a été lancée, le mettant dehors une fois pour toute en septembre 2012.

Puis devant son insistance à manœuvrer en coulisse pour recomposer une commission selon ses intérêts, la LSCV le dénonçait pénalement au Ministère public de Lugano le 5 novembre 2012 (voir le journal n° 38 de décembre 2012). La dénonciation visait le vétérinaire cantonal pour sa nomination durant toutes ces années dans la commission, mais aussi toutes les personnes responsables d'avoir violé les dispositions de la LPA.

Privilège du maître, le Procureur général décide de classer la dénonciation. C'est assez simple. Dans beaucoup de cantons, un procureur décide de ce qu'il entend instruire ou non.

Pour cette raison, notre avocat avait précisé par courrier vouloir être informé de sa décision, afin de pouvoir agir en conséquence.

Sans nouvelle du Parquet, notre avocat re-

lance le Ministère public, qui lui confirme finalement le 21 janvier 2013 avoir rendu une ordonnance de non-entrée en matière le 12 novembre 2012.

En communiquant sa décision deux mois plus tard, le Procureur général se met à l'abri d'un recours. Et pour justifier le fait qu'il ne nous a pas communiqué en temps voulu sa décision, celui-ci se retranche derrière le code de procédures pénales (CPP). L'article 115 dispose que les personnes lésées sont celles dont les droits ont été touchés directement par une infraction. Pour le Procureur général, la LSCV n'étant pas directement lésée par l'infraction, il n'avait donc pas à nous informer du classement de notre dénonciation.

C'est une démarche assez misérable. Mais dans la mesure où aucun responsable tessinois n'avait envie d'endosser la responsabilité du pittoresque fonctionnement de cette commission cantonale, ce n'était pas vraiment surprenant.

Le 1^{er} février 2013, notre avocat tentait un recours auprès de la Cour des réclamations pénale du Tribunal d'appel (La Corte dei reclami penali del Tribunale d'appello) en dénonçant les procédés du Procureur.

Le recours sera rejeté le 5 février suivant. Pour la Cour, la LSCV n'avait pas de légitimation à être informée par le Ministère public, puisqu'elle n'était pas directement lésée par la situation tessinoise. La Cour soulignait que dans le cas dénoncé, les violations de la législation étaient d'un intérêt public et non particulier.

C'était donc bien l'intérêt public qui justifiait que l'on enterre le plus vite possible cette affaire qui n'aurait jamais dû être dénoncée. Vive la justice !



Comment le Tessin fait-il pour autoriser chaque année l'utilisation de plusieurs dizaines de milliers d'animaux pour seulement quelques dizaines d'expériences ? En 2011, avec 33 expériences en cours, ce canton a utilisé 38'394 animaux, ce qui correspond à une moyenne de 1'163 animaux par expérience ! En comparant ces chiffres aux cantons connaissant une même configuration (entreprises pharmaceutiques et instituts de recherche public), le canton de Vaud avec 606 expériences en cours a utilisé en moyenne 121 animaux par expérience. Le canton de Genève avec 417 expériences en a utilisés 125. Le canton de Bâle-Ville, avec la présence de grosses pharma et 726 expériences en cours, en a utilisés 263.

La Suisse continuera à importer des peaux de reptiles dépecés vivants

Le 6 octobre 2010, la télévision suisse alémanique diffusait l'émission «Rundschau» montrant des serpents et des lézards tués en Indonésie, pour la fabrication de bracelets de montres et autres accessoires de mode. On y voyait des serpents vivants auxquels on arrachait la peau et des lézards aux pattes ligotées, enfermés dans des sacs en plastique. Chaque année, la Suisse importe environ un million de peaux d'animaux pour la fabrication de sacs, chaussures, bracelets de montres et étuis pour iPhones.



Le 17 décembre 2010, soutenue par 37 conseillers nationaux, la CN Franziska Teuscher (Vert, Berne) déposait la motion 10.4104. Le Conseil fédéral était chargé de modifier la législation, de façon à interdire toute importation de peaux de reptiles provenant d'animaux capturés, détenus ou tués dans des conditions cruelles.

Le 2 février 2011, le Conseil fédéral proposait de rejeter la motion, au motif qu'une interdiction « ne serait pas le moyen approprié pour traiter la problématique ».

Le Conseil fédéral privilégiait son « influence » auprès des organismes internationaux. « Dans un premier temps, la Suisse a informé le Secrétariat CITES¹ en priant celui-ci d'exiger des autorités indonésiennes qu'elles prennent position sur cette affaire. Par ailleurs, la Suisse a signalé la situation en Indonésie à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et a demandé à cette organisation d'établir des normes de protection des animaux applicables au transport et à l'abattage des reptiles dans le monde entier. Le directeur de l'OIE a déjà répondu à la Suisse que le groupe de travail de l'OIE sur le bien-être de l'animal adopterait cette thématique dans ses travaux ». En conclusion, le Conseil fédéral estimait que ces mesures seraient plus à même « d'obtenir une amélioration durable de la situation ». En bref, une amélioration dans dix ans, si tout va bien.

¹ Le Secrétariat CITES est l'autorité supérieure en matière de contrôle du commerce international des espèces animales et végétales protégées; il a été institué par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

Monsieur le conseiller fédéral, dans une situation de ce genre!»

Au final, 18 votes seront pour la motion et 18 contre. Le Président du CE Lombardi Filippo (PDC, TI) votait à son tour contre la motion, qui sera définitivement enterrée.

Le 14 décembre 2012, la Conseillère nationale Franziska Teuscher revenait sur le sujet en questionnant le Conseil fédéral sur les interventions concrètes menées par la Suisse au niveau international.

Le 13 février 2013, le Conseil fédéral répondait qu'un document de conciliation contenant des recommandations sur l'abattage des reptiles dans des conditions décentes, élaboré par l'Office vétérinaire fédéral (OVF) était toujours en cours d'examen par un comité d'experts. En cas d'acceptation, ces recommandations pourraient « éventuellement » être adoptées par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Elles seront également soumises au groupe de travail de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) puis à la CITES. « Vu que les sessions de la Conférence des Etats parties à la CITES n'ont lieu que tous les trois ans, la résolution ne pourra pas être adoptée avant 2016 ».

Le 25 avril 2013, l'OVF et le groupe d'experts transmettaient leurs recommandations à l'OIE. Et ensuite ? Rien. La Suisse importe toujours des peaux de reptiles dépecés vivants et ne semble pas prête à y mettre un terme.

Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque

La Suisse attendra

Autre résolution prise le 20 novembre 2012 par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture Conseil des Etats (CSEC-E), celle de ne rien faire au sujet de la motion 11.3635 «Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque», du CN Oskar Freysinger (UDC, VS).

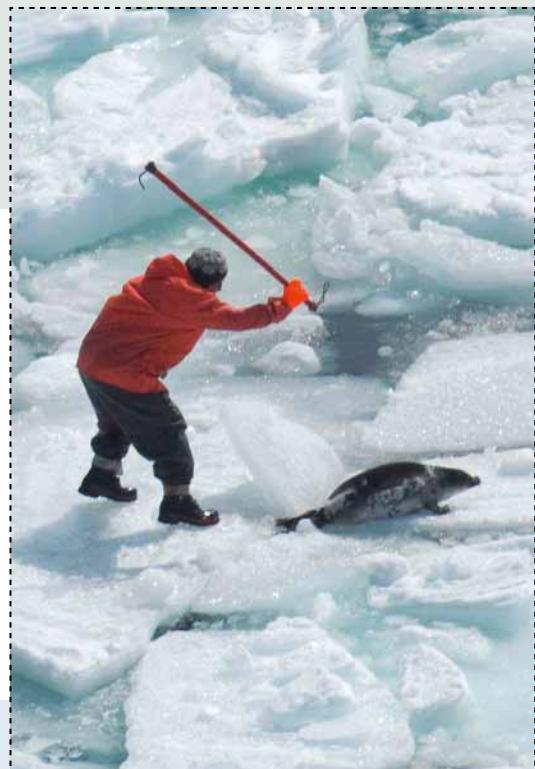
Déposée le 16 juin 2011, la motion vise à ce que la Suisse s'aligne sur la réglementation de l'Union européenne qui interdit, depuis le 20 novembre 2009 dans tous les Etats membres, l'importation et l'exportation de tous les produits dérivés du phoque de même que leur commerce, à l'exception des produits provenant de formes de chasse traditionnelles.

Le Canada et la Norvège ayant porté plainte

Choisir ses élus au Parlement fédéral

De nombreuses propositions émanant du Conseil national en faveur d'une meilleure protection des animaux sont régulièrement rejetées par le Conseil des Etats. Cette chambre fédérale qui rassemble 46 élus (de un à deux représentants par canton) a pourtant autant de poids que le Conseil national qui en réunit 200.

Les élections renouvelant notre parlement ont lieu tous les 4 ans et il est important de soutenir des candidats capables d'empathie pour la souffrance animale. Ces candidats se trouvent dans tous les partis. A nous de faire le bon choix au moment de voter.



la décision de l'OMC

contre cette mesure devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), celle-ci est examinée par un groupe spécial depuis le 4 octobre 2012. La majorité de la commission estimait important de prendre des dispositions afin que des normes strictes soient appliquées en matière de protection des animaux. Tout en concluant avec son courage et sa détermination habituels qu'il était préférable de suspendre le traitement de la motion jusqu'à ce que l'OMC se soit prononcée de manière définitive sur cette plainte. Des produits issus de phoques harponnés et dépecés vivants pourront donc toujours être commercialisés dans notre pays.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 23 mars 2013 à Thônex, Genève

Membres du Comité présents :

Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Maja Schmid (Trésorière), Laurianne Parent (Secrétaire au Comité), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

Membres du Comité absents et excusés :

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

Ouverture de la séance à 14h00

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale
2. Rapport du Président
3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Admissions/Démissions
6. Divers

Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil suisse et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale

Les membres présents l'ayant lu dans le journal du mois de juin 2012, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

2. Rapport 2012 du Président

Le Président annonce que la Ligue a accueilli 629 nouveaux membres en 2012, ce qui est toujours très motivant et considéré comme un encouragement à poursuivre nos actions. L'activité 2013 connaît un bon début tant par le nombre de nouvelles inscriptions que financièrement. Depuis 1984, la cotisation annuelle est de Fr. 15.- et le restera, car grâce aux dons, cotisations, legs et autres versements perçus, il n'est pas nécessaire de l'augmenter. Au niveau européen, le Président rappelle que l'interdiction de la vente de produits cosmétiques testés sur les animaux est entrée en vigueur le 11 mars 2013. La Suisse, qui a toujours refusé d'adopter des dispositions similaires devra bien finir par s'aligner sur la Direc-

tive européenne. C'est une première bataille qui a été gagnée, mais le problème de l'application de l'interdiction reste entier. Certains ingrédients continueront à être testés sur des animaux pour des questions réglementaires, les méthodes substitutives n'ayant toujours pas été validées par les autorités.

En conclusion de son rapport, le Président annonce qu'après 25 ans de présidence, il ne se représentera pas à cette fonction lors du renouvellement du Comité en 2014. Il demande de commencer à réfléchir à sa succession.

3. Rapport de la Trésorerie et des Vérificateurs aux comptes

Cette année, la Trésorière s'est rendue à Neuchâtel pour faire contrôler la comptabilité par les vérificateurs aux comptes, tous domiciliés dans ce canton. Cela leur a permis d'avoir plus de temps pour effectuer les vérifications et poser leurs questions quant aux dépenses.

Le Comité remercie Madame Jonquille, comptable de la Ligue, pour son excellent travail. Maja Schmid fait lecture à l'Assemblée de son rapport de Trésorière. Sylvie Benoît fait ensuite lecture de celui des Vérificateurs aux comptes (voir Rapport 2012 de la Trésorière et Rapport 2012 des Vérificateurs aux comptes).

4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Aucune question n'étant posée sur les deux rapports, le Président propose de voter leur approbation: OUI à l'unanimité.

5. Admissions/Démissions

Achim Z'Brun, qui était en charge de l'organisation de stands d'information dans toute la Suisse avec le bus de la Ligue, a mis fin à son activité. Le Comité le remercie pour son travail durant ces deux dernières années. Cette activité peut être reprise par toute personne intéressée. Le bus est également mis à disposition de tout membre désirant organiser des stands.

6. Divers

La Trésorière soumet à l'Assemblée une demande de fonds reçue de l'ECEAE (Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale), dont la LSCV est membre, dans le cadre du programme REACH. Des scientifiques sont chargés d'analyser les dossiers déposés par les industries chimiques, lorsqu'il est prévu d'exécuter des tests de toxicité sur les animaux pour l'enregistrement de leurs produits. Le travail des scientifiques de l'ECEAE vise à contester ces études lorsque l'utilisation *in vivo* d'animaux ne découle pas d'une obligation légale. Plusieurs dossiers ont déjà été contestés avec succès et des milliers d'animaux ont pu être épargnés.

Le Vice-président précise que ce travail est normalement à la charge des autorités de chaque Etat membre de l'U.E., mais qu'elles ne le font pas par manque de moyens ou d'intérêts. Il est donc important que des organisations privées comme l'ECEAE s'engagent dans ce domaine.

Après discussion sur le déroulement du programme REACH, l'Assemblée Générale vote à l'unanimité une contribution financière de 5'000.- euros pour soutenir le travail de ces scientifiques.

Le Président fait part d'un problème lié à la nomination des deux représentants de protection des animaux au sein de la Commission sur l'expérimentation animale du canton de Fribourg. Pour éviter la nomination d'un membre qui ne leur convenait pas, le Conseil d'Etat a procédé illégalement à la nomination d'un candidat sollicité par le service vétérinaire cantonal. Le Vice-président expose les bases légales en vigueur dans ce canton et indique qu'une avocate à Fribourg a été chargée d'étudier les voies légales pour contester la procédure et envisager une action pénale. Le Comité prévoit également d'ouvrir un bureau représentatif au cœur de la ville de Fribourg pour agir avec plus d'efficacité. L'ouverture du bureau vise aussi à créer une dynamique avec les membres fribourgeois de la Ligue, dont nous recevons régulièrement des demandes pour aider à la tenue de stands d'information ou pour participer à d'autres actions.

Rapport 2012 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs, Chers Membres,

Tout d'abord je vous remercie pour votre présence à notre Assemblée Générale.

Vous avez pu prendre connaissance de nos comptes et de notre bilan pour l'année 2012, publiés dans notre journal trimestriel de mars 2013.

L'exercice financier 2012 boucle avec un excédent de recette de Fr. 40'272.94, ceci grâce aux dons et aux legs reçus de nos membres et donateurs. Les montants issus d'une rédaction testamentaire fluctuent chaque année, mais assurent toujours une part importante des revenus de la Ligue. Notre bilan nous permet aussi de maintenir la cotisation annuelle à un niveau très bas. D'ailleurs, et pour votre information, la cotisation a été ajustée en 1984 pour passer de Fr. 10.- à Fr. 15.-. Malgré un renchérissement de 58.5% pour la période de 1984 à 2012, la cotisation est restée inchangée.

En 2012 nous avons dépensé Fr. 213'272.33 pour nos diverses actions, par exemple l'information sur les méthodes n'ayant pas recours aux animaux, la publication d'articles sur l'expérimentation animale et la fourrure dans divers journaux, des campagnes anti-fourrures ou encore des stérilisations et castorations de chattes et de chats dans les cantons de Genève et de Neuchâtel.

La campagne de stérilisation que nous soutenons chaque année fut légèrement moins onéreuse, car nous n'avons pas reçu de demandes du canton du Tessin. 138 chats et chattes ont ainsi vu leur libido quelque peu diminuée !

Nous avons été désolés du départ d Achim Z'Brun qui, pendant deux ans, a tenu des stands dans toute la Suisse pour la Ligue, utilisant notre bus que nous avons aménagé dans ce but. Ce bus est maintenant à disposition des personnes qui désirent tenir un stand en notre nom. Achim est parti à la découverte d'autres horizons en octobre 2012, à pied et avec pour seul bagage son sac à dos.

Nous remercions Madame Jonquille qui, pour la quatrième année consécutive, a géré la comptabilité et le bilan de nos comptes. Merci aussi à nos vérificateurs aux comptes pour avoir contrôlé de nombreuses pièces comptables 2012.

Merci encore à l'assemblée ici présente et à chaque membre de permettre à la Ligue d'entreprendre sans relâche des actions en faveur de l'animal martyr.

Maja Schmid
Trésorière

Fait à Genève, le 23 mars 2013

Rapport 2012 des Vérificateurs aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du Bilan et du Compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2012.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la Ligue Suisse contre la Vivisection et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2012, par un bénéfice net de Fr. 40'272.94.

Les vérificateurs aux comptes:

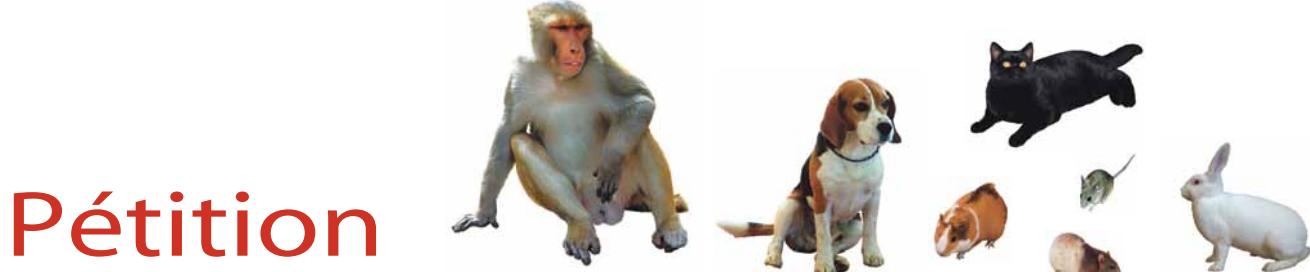
**M. Oscar Appiani, Mme Sylvie Benoît,
Mme Michèle Loisel**

Colombier, le 20 mars 2012

Merci à tous nos membres fribourgeois de signer et faire signer la pétition ci-contre

L'objectif vise à réunir les signatures d'un maximum de personnes habitant le canton de Fribourg, dans un délai de 3 mois. Retour des listes de signatures : au plus tard le 10 septembre 2013.

La pétition sera ensuite remise à la commission des pétitions du Grand Conseil fribourgeois.



Pétition

Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg

Pour une commission fribourgeoise sur l'expérimentation animale indépendante de l'autorité, telle que prévue par la législation fédérale et cantonale

La législation fédérale (LPA) exige des cantons autorisant des expérimentations animales, qu'ils créent des commissions composées de spécialistes, indépendantes de l'autorité, dont les organismes de protection des animaux sont adéquatement représentés (art. 34 LPA).

Le mandat de ces commissions cantonales consiste à étudier les demandes d'expérimentations animales déposées par les chercheurs et à émettre un préavis à l'attention du service vétérinaire (art. 18 LPA). La commission contrôle également les expériences et la détention des animaux.

L'objectif de ces commissions est de s'assurer que l'autorité cantonale (le service vétérinaire) ne délivre pas d'autorisations abusives en raison de pressions politiques ou économiques, de

conflits d'intérêts, ni ne ferme les yeux en cas de violations des dispositions liées à l'exécution des expériences ou à la détention des animaux.

Le Conseil d'Etat nomme illégalement un membre

A l'occasion de la nomination des membres de la commission le 1^{er} décembre 2012, le Conseil d'Etat a procédé à la nomination illégale d'un vétérinaire en tant que *représentant de protection des animaux*, alors même qu'il ne représente aucune organisation de ce nom. Sa candidature a été présentée suite au démarchage du service des affaires vétérinaires (SAAV) en vue d'empêcher la nomination du candidat issu des organismes de protection des animaux.

Nous, signataires de cette pétition, demandons au Grand Conseil de rejeter fermement les méthodes du SAAV. Nous demandons au Conseil d'Etat d'invalider la nomination mise en cause et de procéder sans plus attendre à la nomination du Dr André Ménache, dont la candidature a été officiellement présentée par une organisation cantonale de protection des animaux.

Nous demandons au Grand Conseil de soutenir les mesures visant à empêcher la détention d'animaux et la pratique d'expérimentations animales illégales au sein de l'université de Fribourg et d'autres institutions publiques et privées.

	Nom, prénom	Adresse complète	Signature
1			
2			
3			
4			
5			

Délai de récolte des signatures : 10 septembre 2013. Lancement de la pétition: 10 juin 2013. Peuvent signer une pétition : Toute personne domiciliée dans le canton de Fribourg. Retour des pétitions ou pour en obtenir des exemplaires supplémentaires :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 213 11 72, office@agstg.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Ligue Suisse contre la vivisection : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch



Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg

Le 16 septembre 2009, les organismes AG STG, ATRA et LSCV déposaient au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois plus de 19'000 signatures soutenant la pétition « Non aux expériences sur les singes à l'université de Fribourg ». Le texte de la pétition invitait les autorités à « définitivement abandonner la recherche médicale non seulement sur les singes mais également sur tous les animaux », et visait à « encourager le développement de méthodes innovatrices, n'ayant pas recours aux animaux, comme les modèles cellulaires et tissulaires humains ou bioinformatiques, et remplacer les expériences sur les animaux par des méthodes plus éthiques et plus scientifiques pour la recherche médicale. »

Le thème de l'expérimentation animale telle que pratiquée à l'université de Fribourg a donné lieu à une réflexion de fond au sein du Grand Conseil fribourgeois. Les travaux menés par la commission des pétitions ont été de qualité et ont débouché sur le postulat 2069.10 à l'attention du Conseil d'Etat, accepté par 53 députés contre 30 en septembre 2010.

En réponse au postulat, le Conseil d'Etat communiquait le 13 décembre 2011 son rapport au Grand Conseil.

En préambule, le Conseil d'Etat rappelait « que le cadre juridique suisse relatif à l'expérimentation animale est particulièrement contraignant, ceci en réponse aux préoccupations des citoyens ». S'appuyant ensuite sur l'expertise « pour la présentation des enjeux éthiques de l'expérimentation animale » des professeurs Alex Mauron

et Samia Hurst de l'Institut d'éthique biomédicale de l'Université de Genève, dont les avis favorables à l'expérimentation animale sont pourtant bien connus, il assurait encore que les chercheurs de l'université de Fribourg « respectent bien évidemment les prescriptions légales et contribuent également aux efforts visant à réduire l'expérimentation animale, lorsque cela est possible, en recourant à des systèmes *in vitro* ou à des modèles unicellulaires ou encore à la modélisation informatique. Ils appliquent en cela la démarche dite des 3R dont le but est la réduction du nombre d'animaux utilisés, le raffinement des méthodes afin d'optimiser les expériences et de réduire l'inconfort qu'elles provoquent, ainsi que le remplacement du modèle animal par d'autres modèles à chaque fois que c'est réalisable ».

Pour une commission fribourgeoise sur l'expérimentation animale indépendante de l'autorité, telle que prévue par la législation fédérale et cantonale

Non à l'interférence du Conseil d'Etat dans la composition de la commission

A l'occasion du renouvellement de la commission fin 2012 le Conseil d'Etat a grossièrement manœuvré pour écarter la nomination d'une candidature.

La loi cantonale sur la protection des animaux et son règlement disposent que la commission doit comprendre deux représentants des organisations cantonales dont le but statutaire est la protection des animaux (art. 6, al. 2 LCPA, art. 3, al. 1, let. a RCPA).

La SPA de Fribourg a communiqué au service vétérinaire cantonal (SAAV) en juin 2012 la candidature du docteur en médecine vétérinaire André Ménache, spécialiste en méthodes substitutives, membre du Comité déontologique du gouvernement belge en matière d'expérimentation animale, directeur de l'organisme scientifique Antidote Europe.

Le Dr André Ménache a été auditionné par le SAAV le 12 juillet 2012. Suite à cette audition, le SAAV assura à plusieurs reprises et par écrit jusqu'à fin 2012, que la candidature du Dr André Ménache suivait son cours.

Sa candidature suivait plutôt la direction de la corbeille puisque pendant ce temps, le SAAV encourageait un autre vétérinaire à présenter sa candidature au poste de « représentant de protection des animaux », alors même qu'il ne représente aucune organisation de ce nom. Ce vétérinaire n'était pas non plus avisé que sa candidature visait à empêcher la nomination d'un candidat proposé par la SPA de Fribourg.

Ce vétérinaire sera officiellement nommé « représentant de protection des animaux » par le Conseil d'Etat le 1^{er} décembre 2012 !

Quelle est l'indépendance de la commission fribourgeoise ?

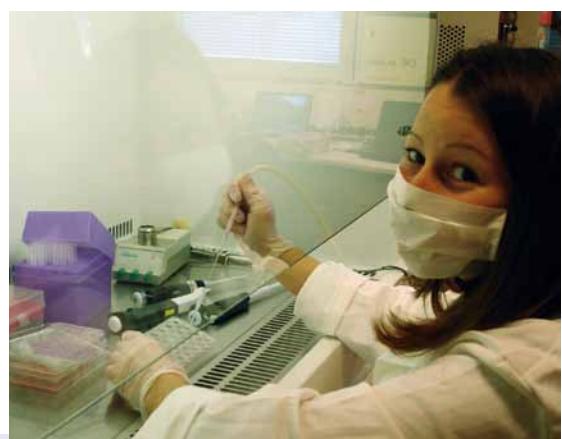
Combien de membres au sein de cette commission ont été nommés avec l'unique consigne d'en faire le moins possible ou de ne pas remettre en question le travail effectué par l'autorité cantonale ? Accusé d'avoir manœuvré pour la composition de la commission « indépendante de l'autorité », le SAAV se cache derrière le Conseil d'Etat au motif que c'est lui qui procède aux nominations.

Il est inadmissible que le SAAV et le Conseil d'Etat interfèrent dans le choix des membres de la commission, dans l'unique but de défendre des intérêts particuliers. En procédant de la sorte, le Conseil d'Etat laisse comprendre que la pratique de l'expérimentation animale menée à l'université de Fribourg ne répond pas aux conditions fixées par la législation.

Ces recherches sont financées par le contribuable. C'est ce même contribuable qui, par l'intermédiaire de ses élus au Parlement fédéral, a procédé, depuis 1992, à la mise en place de ces commissions cantonales.

A chaque modification législative, le Parlement a renouvelé son soutien à ces commissions, en fixant de nouvelles dispositions visant à mieux protéger leur fonctionnement, car certains cantons visaient à neutraliser leur activité ou à les infiltrer par des membres de l'autorité.

Sources et références des documents :
www.lscv.ch



Des procédures menées sur les animaux peuvent être remplacées avantageusement par des méthodes substitutives. Encore faut-il savoir qu'elles existent et comment les utiliser.

Filmer la cruauté envers les animaux est un crime aux Etats-Unis

Tournées en caméra cachée, des vidéos montraient des ouvriers agricoles dans l'Etat du Tennessee brûler les chevilles de chevaux avec des produits chimiques, des éleveurs dans le Wyoming frapper des porcs ou les jeter en l'air. Et chez l'un des principaux fournisseurs d'œufs du pays, on voyait des cadavres de poules en décomposition et des ouvriers brûlant et cassant le bec de poussins.



<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

Ces vidéos réalisées par des militants des organisations *Mercy for Animals*, *The Humane Society of the United States* et *PETA* ont suffisamment choqué l'opinion publique pour que des sanctions soient prises à l'encontre de ces auteurs de mauvais traitements. Le dresseur de chevaux du Tennessee a été reconnu coupable d'avoir enfreint la loi, les autorités du Wyoming ont inculpé neuf ouvriers agricoles pour cruauté envers les animaux, et le fournisseur d'œufs a vu son contrat avec la chaîne de restauration McDonald résilié.

Réactions du lobby agro-alimentaire : criminaliser les protecteurs des animaux

Loin de plaire à tous, ces vidéos ont suscité des réactions rapides de la part d'élus liés à l'industrie agro-alimentaire et des milieux conservateurs. Dénonçant une atteinte à la réputation de ces filières d'élevages et une violation des droits à la propriété et à la vie privée, de nombreuses actions ont été menées pour neutraliser les militants de la cause animale. Sur les 50 Etats formant les Etats-Unis, une douzaine d'entre eux ont élaboré des projets de lois visant à criminaliser non seulement les auteurs des vidéos mais aussi les médias et les organisations de protection des animaux qui les diffusent.

Nouvelle loi déjà adoptée par trois Etats

Ces lois ont déjà été adoptées en 2012 par les Etats de l'Iowa, du Missouri et de l'Utah, qui prévoient même un an d'emprisonnement et 1'500 dollars d'amende à l'encontre d'un militant qui postulerait pour un emploi dans un élevage ou un abattoir sans divulguer des liens avec des groupes de défense des animaux. Et si les Etats du New Hampshire, du Nouveau-Mexique et du Wyoming ont différé leur examen en raison des oppositions issues de la protection des animaux ou de certains organismes officiels en charge de la sûreté sanitaire, ces lois sont toujours à l'étude dans les Etats de l'Indiana, de la Californie, du Nebraska, de la Pennsylvanie, du Tennessee, du Vermont et de l'Arkansas. Une partie de la presse se fait depuis le relais des opposants à ces nouvelles lois, notamment le réputé *New York Times* qui les dénonçait dans son éditorial du 9 avril 2013 : « *Leur seul but est de maintenir les consommateurs dans l'obscurité, afin de s'assurer qu'ils en savent le moins possible sur le fonctionnement sombre de l'élevage industriel. Ces projets de loi sont poussés par le lobbying intensif des sociétés de l'agrobusiness. A la place, nous avons besoin de lois qui garantissent notre droit de savoir comment notre nourriture est produite.* »

Villeneuve - Fribourg

Permis de chasse à l'aveugle

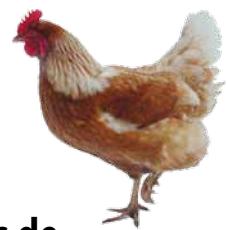
6 octobre 2012, un homme de 60 ans sortant d'un champ était grièvement blessé par un chasseur qui l'avait pris pour un sanglier. Cinq mois plus tard, l'homme racontait avoir déjà subi une douzaine d'opérations et garder des séquelles de ses blessures. Du côté des autorités, on n'annonçait n'importe toujours pris aucune sanction pénale. Le chasseur quant à lui, contestait la décision d'un procureur de lui retirer durant 5 ans son permis de chasse. « *Cinq ans, c'est long. J'ai entendu parler de retraits de deux-trois ans, mais là on veut faire un exemple* » annonçait-il.



22 mars 2013, bonne nouvelle pour les allumés de la gâchette. Le Tribunal de police de la Broye rendait son permis au chasseur, condamnant en plus le canton de Fribourg à lui verser une indemnité. Le président du tribunal estimait qu'une telle sanction constituait une violation de la présomption d'innocence du chasseur, l'enquête n'étant pas terminée. De plus, le retrait d'un permis ne serait pas du ressort d'un procureur. « *Il a inventé une peine qui n'existe pas. Il s'est érigé en législateur au lieu d'appliquer la loi* » fanfaronnait l'avocat du chasseur.

25 avril 2013

La Grèce et l'Italie traduites en justice pour détention non conforme d'élevages de poules en batterie



Un peu plus d'une année après l'entrée en vigueur des nouvelles normes augmentant la surface des cages des poules en batterie au sein de l'U.E (voir le journal n°35 de mars 2012), la commission européenne lance une première charge contre la Grèce et l'Italie en les traduisant en justice pour non respect des nouvelles dispositions.

L'amélioration votée en 1999, qui laissait aux Etats membres douze ans pour la mettre en œuvre, était pourtant faible : chaque poule passait d'une surface minimale équivalente à une feuille A4 à une surface augmentée de l'ordre d'une petite carte postale (750 cm²).

Editorial



Liebe Mitglieder,
liebe Freundinnen und
Freunde der Liga

Diese Ausgabe unserer Zeitung enthält auf den Seiten 21 und 22 das Protokoll der Generalversammlung der Liga, die am 23. März 2013 stattfand, sowie die Berichte der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden.

Nach den Kantonen Solothurn, Basel, Aargau und Tessin haben wir in den nächsten Monaten verschiedene Aktionen im Kanton Freiburg geplant. Einmal mehr verstösst eine kantonale Behörde gegen die gesetzlichen Bestimmungen, um in Ruhe gelassen zu werden. Nichts Neues somit!

Der Kanton Freiburg führt an seiner Universität zahlreiche Tierversuche durch, darunter solche mit Affen. In der Gemeinde Saint-Aubin führt auch das Pharmaunternehmen Novartis jährlich mit Hunderten von Hunden und Katzen Versuche durch.

Nun ist Handeln angesagt, damit die Vertreter der Tierschutzverbände die Tierversuche und die Tierhaltung unabhängig von der Behörde kontrollieren können, wie dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

Im Rahmen der Aktionen, die am Entstehen sind, laden wir alle im Kanton Freiburg ansässigen Mitglieder ein, die auf S. 23 veröffentlichte Petition zu unterzeichnen.

Bitte lassen Sie auch Ihre Freundinnen und Freunde, Bekannte und weitere in diesem Kanton wohnhafte Personen unterschreiben.

Wir haben drei Monate Zeit, um möglichst viele Unterschriften zu sammeln. Die Petition wird im September beim Grossen Rat des Kantons Freiburg eingereicht. Jede Unterschrift zählt. Keine Aktion ist überflüssig. Auch wenn wir nicht in jedem Fall Recht erhalten, trägt jede Aktion dazu bei, den Weg zu künftigen Siegen zu ebnen. Herzlichen Dank Ihnen allen für Ihre Hilfe!

Wir wünschen Ihnen allen einen schönen Sommer und grüssen Sie herzlich

Der Vorstand

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm². **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6 IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 BIC POFICHBEXXX**

Verkauf von an Tieren getesteter Kosmetik in der EU verboten

Fortsetzung von S. 1



Panik an Bord

Wer glaubte wirklich an das Verbot? Seit der Zeit, da die Kosmetikindustrie alle Hebel in Bewegung setzte, um die neue Regelung um mindestens zehn Jahre zu verschieben, erwarteten die meisten von uns, im letzten Moment würde ein Änderungsantrag aus dem Hut gezaubert, um den Forderungen der Kosmetikkreise nachzukommen. Für einmal war dem aber nicht so. Erstaunlicherweise werden die Interessen der Tiere diesmal stärker gewichtet als diejenigen der Industrielobbies.

In den letzten Monaten bekundeten verschiedene europäische Parlamentarier ihren Verdruss und schienen die Idee zu verfolgen, dieses auch so unbedeutende Thema ein für alle mal vom Tisch zu wischen, um damit in Ruhe gelassen zu werden. Es wird auch gemunkelt, der mit dem Dossier beauftragte EU-Kommissar Tonio Borg habe nach aggressivem und unaufhörlichem Druck der Kosmetikkreise beschlossen, das Verbot aufrecht zu erhalten.

Fehlendes Engagement der Europäischen Kommission

Die Kommission, die selber unter Druck geriet, musste für die Industriellen einen Ausweg finden. Am 11. März 2013, als das Verbot in Kraft trat, versuchte sie deshalb, mit Hilfe von Communiqués zuhanden des Europäischen Parlaments und des Europäischen Rates den Weg für jegliche Ausnahmen zu ebnen.

Um eine gute Figur zu machen, wies die Kommission einleitend darauf hin, da die Kosmetikindustrien mit einem möglichen Verbot rechnen mussten, hätten sie Mittel entwickelt, um bei verschiedenen Testverfahren die Tiere zu ersetzen. Sie lässt zudem verlauten: „Änderungen des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013 könnten die Entschlossenheit, alternative Testverfahren rasch zu entwickeln, ernsthaft untergraben.“

„Die Auswirkungen sind auch ausserhalb der Kosmetikindustrie spürbar – Ziel ist es, Strategien zu entwickeln, die den Weg zu besseren, zuverlässigeren, schnelleren und billigeren Instrumenten zur Beurteilung der Verbrauchersicherheit chemischer Stoffe ebnen. Die volle Ausschöpfung des Potenzials alternativer Methoden ist eine Herausforderung, die ein Umdenken aller Beteiligten erfordert.“

Nach diesen wohlgemeinten Erklärungen, folgt die Lösung des Problems: „**Bislang gibt es noch keine Entscheidungen des Gerichtshofs der Europäischen Union zur Auslegung des Anwendungsbereichs des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013. Die Kommission erinnert daran, dass nur der Gerichtshof eine rechtsverbindliche Auslegung des EU-Rechts vornehmen kann.** Die Kommission wird die Anwendung des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013 unter der Kontrolle des Gerichtshofs überwachen. Dabei wird sie sich auf ihr derzeitiges Verständnis des Anwendungsbereichs des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013 stützen (...). Die praktische Anwendung des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013 wird weiterhin anhand von Einzelfallentscheidungen der jeweiligen Behörden der Mitgliedstaaten erfolgen.“

Die meisten Bestandteile kosmetischer Mittel werden auch in vielen anderen Konsumgütern und gewerblichen Gütern – wie Arzneimittel, Waschmittel und Lebensmittel – verwendet, und es kann sein, dass zur Gewährleistung der Einhaltung der Rechtsvorschriften für



diese Erzeugnisse Tierversuche erforderlich sind. Darüber hinaus unterliegen die Bestandteile kosmetischer Mittel im Allgemeinen den horizontalen Anforderungen der REACH-Verordnung, und Tierversuche können als letztes Mittel zur Vervollständigung der jeweiligen Datenpakete notwendig sein. Daher obliegt es den Mitgliedstaaten zu bewerten und zu entscheiden, ob solche Versuche, die zur Einhaltung anderer Rechtsvorschriften durchgeführt werden, in den Anwendungsbereich des Verbots des Inverkehrbringens ab 2013 fallen (...).

Die Kommission ist der Auffassung, dass Tierversuche, die eindeutig zur Einhaltung von Rechtsvorschriften, die nicht mit kosmetischen Mitteln im Zusammenhang stehen, durchgeführt werden, nicht als „zur Einhaltung der Bestimmungen dieser Verordnung“ durchgeführt anzusehen sind. Auf dieser Grundlage erzeugte Daten aus Tierversuchen sollten nicht dem Verbot des Inverkehrbringens unterliegen und könnten später bei der Sicherheitsbewertung kosmetischer Mittel hinzugezogen werden (...)"

Ein sinnlos gewordenes Verbot?

Die Kommission mag ihre Träume gerne für die Realität halten. Ihre Macht in diesem Bereich ist trotzdem ziemlich eingeschränkt. Sie weist aber auf eine unbestrittene Tatsache hin: Die Verordnung über kosmetische Mittel erlaubt eine weit gefasste Auslegung ihrer Bestimmungen. Und ohne Rechtsprechung kann sie jeder nach eigenem Gutdünken auslegen.

Welchen Entscheid wird der Gerichtshof treffen? Für Mutmassungen ist es noch zu früh. Wenn verschiedene Gesetzestexte im Spiel sind, muss eine Hierarchie erstellt werden. In einem solchen Fall wird das Reglement REACH angesichts seiner grossen Bedeutung im Gesundheitswesen zweifellos stärker wiegen als die Verordnung über kosmetische Mittel.

Muss also diese neue Verordnung wegen ihrer Unfähigkeit, ihre Versprechen zu halten, verurteilt werden? Ganz im Gegenteil – man muss sich darüber freuen, dass ein innovativer Text den gesamten Prozess durchlaufen hat. Dass er von der Industrie angegriffen wird, war zu erwarten. Derzeit scheint er neutralisiert und seiner Substanz beraubt zu sein. Was nun? Es ist sicher nicht der Zeitpunkt, um die Hände in den Schoss zu legen. Ein solches Vorgehen wäre der Königsweg für all diejenigen, die sich für den Erhalt von Tierversuchen einsetzen. Sie halten diese für notwendig, um die Unschädlichkeit einer gefährlichen Substanz zu beweisen und schützen sich so davor, Verantwortung zu übernehmen, sollten Konsumentinnen und Konsumenten in ihrer Gesundheit beeinträchtigt werden.

Funktionsweise der EU



Um die Entstehungsgeschichte der Kosmetikrichtlinie und ihre Umsetzung zu verstehen, kann es nützlich sein, die Funktionsweise der EU-Legislative zu kennen. Diese umfasst drei institutionelle Organe: das **Parlament**, den **Rat** und die **Kommission**.

Das **Europäische Parlament** und der **Rat der Europäischen Union** (oder Ministerrat) sind die beiden Legislativkräfte der EU (sie weisen einige Ähnlichkeiten mit den beiden eidgenössischen Kammern – dem National- und Ständerat – auf).

Das **Parlament** besteht aus 754 Abgeordneten (ab 2014 deren 751), die aus den 27 EU-Mitgliedstaaten stammen. Sie werden alle fünf Jahre durch das allgemeine direkte Wahlrecht bestimmt. Sein Sitz ist in Strassburg (F), wo die Plenarsitzungen stattfinden. Die 20 parlamentarischen Kommissionen tagen eher in der Nähe des Rates in Brüssel.

Der **Rat** vereint die Minister der EU-Mitgliedstaaten die sich je nach Traktandenliste zu den Sitzungen treffen. Jeder Mitgliedstaat übt abwechselungsweise während sechs Monaten das Ratspräsidium aus.

Das Parlament und der Rat nehmen zu einer gewissen Anzahl gemeinsamer Themen Stellung (Verabschiedung des Budgets, der Reglemente, Richtlinien usw.). Der Rat verfügt aber über eine umfassendere Legislativkraft, da er als einziger über alle Gesetze abstimmen kann. Das Parlament und der Rat können keine Gesetze erlassen – dies ist der Kommission vorbehalten.

Die **Europäische Kommission** besteht aus 27 Kommissaren und somit je einem Vertreter pro Mitgliedstaat. Der Rat schlägt dem Parlament einen Kandidaten für das Kommissionspräsidium vor. Nach seiner Wahl durch das Parlament beteiligt sich der Rat mit dem Präsidenten an der Wahl der übrigen 26 Kommissare und erteilt diesen ein fünfjähriges Mandat. Der Sitz der Kommission befindet sich in Brüssel. Die Kommission verfügt über ein Initiativrecht. Sie kann dem Parlament und dem Rat Gesetzestexte zur Annahme vorschlagen.

Wenn eine Gesetzgebung verabschiedet wird, achtet die Kommission auf ihre korrekte Anwendung durch die EU-Mitgliedstaaten.

Umsetzung der Beschlüsse

Das EU-Recht setzt sich aus dem „primären“ und dem „sekundären“ Recht zusammen. Die Verträge (primäres Recht) bilden die Grundlage, auf denen das gesamte Handeln der Europäischen Union aufbaut. Die Reglemente, Richtlinien und Beschlüsse (sekundäres Recht) beruhen auf den Grundsätzen und Zielen, die in den Verträgen vereinbart werden.

Die Reglemente und Beschlüsse sind direkt anwendbar. Die **Richtlinien weisen nur auf das gewünschte Resultat hin**. Sie überlassen es den EU-Staaten, die reglementarischen Mittel frei zu wählen, um das Ziel innert einer vereinbarten Frist zu erreichen.

Die EU-Mitgliederstaaten haben den Auftrag, auf ihrem Gebiet die europäische Gesetzgebung anzuwenden. Die Kommission sorgt für den reibungslosen Ablauf des Verfahrens. Sie kann eingreifen, wenn ein EU-Staat nicht mitteilt, welche Massnahmen er getroffen hat, um die EU-Richtlinien in seine nationale Gesetzgebung zu integrieren. Dasselbe gilt beim Verdacht, dass ein Staat gegen die Bestimmungen der Verträge, Reglemente oder Richtlinien der EU verstossen hat.

Die Kommission wendet sich zuerst an die nationalen Behörden. Wenn keine passende Lösung erzielt wird, kann sie

- offiziell ein Verfahren gegen einen Verstoss einleiten, indem sie ein „Mahnschreiben“ und anschliessend eine „begründete Stellungnahme“ schickt;
- sich an den EU-Gerichtshof wenden, damit dieser einen Entscheid trifft;
- den Gerichtshof auffordern, finanzielle Sanktionen zu ergreifen (falls die nationalen Behörden den Entscheid nicht umsetzen), bis der Verstoss aufgehoben ist.

Kurzer Überblick über die Kosmetik in der EU

Seit dem 11. März 2013 verbietet die europäische Gesetzgebung auf dem Gebiet der EU-Mitgliedstaaten den Handel mit sämtlichen Kosmetikprodukten, im Rahmen derer Tierversuche durchgeführt wurden.

Unabhängig vom Land, in dem die Tierversuche durchgeführt wurden, gilt das Verbot auch für Inhaltsstoffe des Produkts.



Konnten alle Tierversuche für Kosmetik ersetzt werden?

Nein, drei Tests, für die noch keine Ersatzmethode gefunden werden konnte, werden auch weiterhin durchgeführt. Es handelt sich dabei um Toxizitätstests bei wiederholter oraler Verabreichung, Toxizitätstests für die Fortpflanzung und toxikokinetische Tests.

Ist die in der EU verkaufte Kosmetik für die Gesundheit weniger sicher?

Nein, eine Substanz, deren Unschädlichkeit nicht bewiesen werden konnte, ist bei der Zusammensetzung eines Produkts gar nicht erlaubt. Zahlreiche Tierversuche liefern nur geschätzte Daten zum toxischen Potenzial einer Substanz. Da künftig ausschliesslich in-vitro- oder in-siliko-Tests verwendet werden, die sicherer sind, besteht für die Konsumentinnen und Konsumenten sogar eine grössere Sicherheit.

Wer kontrolliert, ob das Verbot auch tatsächlich eingehalten wird?

Aufgrund der Verordnung über kosmetische Mittel muss eine „verantwortliche Person“ gewährleisten, dass die gesetzlichen Bestimmungen eingehalten werden. Die Verordnung schreibt den zuständigen Behörden zudem vor, alle geeigneten Massnahmen zu ergreifen, um diese Bestimmungen einzuhalten. Sie fordert die Mitgliedstaaten auf, bei Verstössen gegen diese Bestimmungen wirksame, angemessene und abschreckende Sanktionen zu ergreifen.

Wie können die Behörden wissen, ob ein Inhaltsstoff an Tieren getestet wurde oder nicht?

Das Dossier mit den Informationen zum Produkt stellt das wichtigste Kontrollmittel dar. Es muss „die Daten zu Tierversuchen enthalten, die der Hersteller beziehungsweise seine Angestellten oder Lieferanten zur Entwicklung oder Evaluation der Sicherheit des kosmetischen Produkts oder seiner Inhaltsstoffe durchgeführt haben. Dazu gehören alle Tierversuche, die durchgeführt wurden, um den gesetzlichen oder reglementarischen Vorschriften von Drittländern zu entsprechen.“

Das Dossier hat auch den Bericht zur Produktsicherheit zu übernehmen, der die Daten zum toxikologischen Profil der Substanzen enthalten und die Quellen klar angeben muss. Von diesen Informationen ausgehend werden die zuständigen Behörden feststellen können, ob die Evaluation der Produktsicherheit auf Daten beruht, die von Tierversuchen stammen.

Wurde die Kosmetik, die ab 2013 in der EU vertrieben wird, auch tatsächlich ohne Tierversuche hergestellt?

Nein. Obwohl die Staaten die neuen Bestimmungen ab dem 11. Juli 2013 anwenden sollten, dauert es eine gewisse Zeit, bis sie diese tatsächlich umgesetzt haben.

Anschliessend gelten die neuen Bestimmungen nur für die neuen Substanzen, die für kosmetische Zwecke hergestellt werden. Alle Produkte und Inhaltsstoffe, die vor 2013 an Tieren

getestet wurden, werden ohne mögliche Unterscheidung für die Konsumentinnen und Konsumenten auch weiterhin vertrieben. Es dürfte immer noch möglich sein, eine an Tieren getestete Substanz zu verwenden, wenn diese Tests nicht ausschliesslich zu kosmetischen Zwecken durchgeführt wurden. Diese Ausnahme betrifft ein Grossteil der Inhaltsstoffe eines Produkts. Diese werden im Allgemeinen auch für medizinische, ernährungsmässige oder industrielle Zwecke entwickelt. Diese Möglichkeit wird vom EU-Gerichtshof abhängen, der zur Anwendung des Reglements Stellung nehmen muss.

Wie lässt sich gewährleisten, dass für ein von mir gekauftes Kosmetikprodukt keine Tierversuche durchgeführt wurden?

Es gibt Kosmetikmarken, die vollumfänglich auf Tierversuche verzichten. Diese Marken, die in Europa über das HCS-Label verfügen, sind damit einverstanden, von einem unabhängigen Organ kontrolliert zu werden, das die Herkunft und die Lieferanten der Inhaltsstoffe kontrolliert, die bei der Herstellung ihrer Produkte verwendet werden.

Blosse Absichtserklärungen von Kosmetikhstellern stellen oftmals Lügen dar und lassen sich nicht kontrollieren. Die LSCV regt deshalb zum Kauf von Produkten mit dem HCS-Label an, so lange die Situation in Europa und der Schweiz in keiner Weise gewährleistet, dass für die Herstellung von Kosmetik auf Tierversuche verzichtet wurde.

A propos EU-Verordnung über kosmetische Mittel

Die Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 über kosmetische Mittel hebt die Richtlinie/768/EWG auf und ersetzt sie. Sie enthält die gleichen Bestimmungen, die ab dem 11. Juli 2013 in allen Mitgliedstaaten direkt anwendbar sind.

Im Gegensatz zu einer Richtlinie legt eine Verordnung genaue und ausführliche Regeln fest, die den Mitgliedstaaten keine Möglichkeit zu einer abweichenden Umsetzung einräumen. Eine Verordnung gewährleistet zudem, dass die rechtlichen Bestimmungen in der gesamten EU gleichzeitig umgesetzt werden.

Gemäss der Verordnung 1223/2009 sind Tierversuche durch Alternativmethoden zu ersetzen. Sie verbietet die Durchführung von Tierversuchen in der Europäischen Union für

- 1) Endprodukte;
- 2) Bestandteile oder Kombinationen von Bestandteilen.

Die Verordnung untersagt auch das Inverkehrbringen in der Europäischen Union von 1) Produkten, deren endgültige Zusammensetzung durch Tierversuche bestimmt worden ist;

2) Produkten, deren Bestandteile oder Kombinationen von Bestandteilen durch Tierversuche bestimmt worden sind.

Unter ausserordentlichen Umständen

- wenn ein umfassend verwendeter Bestandteil, der nicht ersetzt werden kann, mit schwerwiegenden Bedenken verbunden ist
- kann ein Mitgliedstaat bei der Kommission eine Abweichung beantragen, nachdem der Wissenschaftliche Ausschuss Verbrauchersicherheit (SCCS) konsultiert worden ist.



Die Schweiz als kleine, vom Verbot verschonte Insel !

Die europäische Verordnung weist zwar zahlreiche Mängel auf, stellt aber wenigstens eine Realität dar. Diesbezüglich hinkt unser Land weit hinter der EU her.

Die Kosmetikmarken, bei denen der Handel mit gewissen Produkten verboten wird, werden diese auf dem Schweizer Markt auch weiterhin vertreiben können.

Es sei denn, ein grosser öffentlicher Druck veranlasse den Bundesrat, rasch neue Bestimmungen zu erlassen, die den Handel mit Kosmetikprodukten, für die Tierversuche erforderlich sind, ebenfalls verbieten.

Am Tag nach dem europäischen Verbot wurde beim Parlament zuhanden des Bundesrates ein erster Vorstoss gewagt. Wir danken der Zürcher Nationalrätin Rosmarie Quadranti (BDP) ganz herzlich für ihre Interpellation (siehe nebenstehend). Hoffentlich werden zahlreiche Parlamentarierinnen und Parlamentarier ihrerseits das strenge Verbot von Tierversuchen für kosmetische Produkte unterstützen.



Schweizer Laboratorien wie Harlan, die auf die Durchführung von Toxizitätstests an Tieren spezialisiert sind die sie im Auftrag von Chemie-, Pharma- oder Kosmetikfirmen ausführen, werden nicht so bald ihre Tätigkeit aufgeben.



Demonstration der Tierrechtsgruppe Zürich am 28. November 2012 vor Harlan Laboratories in Itingen (BL)

13.3060 – Interpellation Tierversuche für kosmetische Inhaltsstoffe



Einreichungsdatum : 12.03.2013

Eingereicht von : Quadranti Rosmarie

Nationalrätin Kanton Zürich (BDP) PDB

Eingereicht im : Nationalrat

Stand der Beratung : Im Plenum noch nicht behandelt

http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20133060

Eingereichter Text

Der Bundesrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Warum hat er bis heute darauf verzichtet, Tierversuche für kosmetische Inhaltsstoffe und Endprodukte für generell unzulässig zu erklären?
2. Wie kann die Schweiz vor dem Hintergrund der veränderten Rechtslage in der EU schnellstmöglich ein solches Verbot auf den Weg bringen?
3. Wie soll in der Zwischenzeit verhindert werden, dass die Schweiz innerhalb Europas zum «Schlupfloch» für Kosmetiktestungen am Tier wird?

Begründung

Die Schweiz hat eine der fortschrittlichsten Tierschutzgesetzgebungen der Welt. Dazu passt nicht, dass sie aktuell ausgerechnet auf einem Gebiet Defizite aufweist, in dem ein breiter gesellschaftlicher Konsensus herrscht: dass die Testung von Kosmetika keinen vernünftigen Grund für Tierversuche darstellt und demzufolge die gesetzlich vorgeschriebene Güterabwägung eindeutig zugunsten des Verzichts auf das Versuchsvorhaben und der Schonung des Versuchstieres ausfallen muss.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Schweiz dank ihrer rechtlichen Voraussetzungen vermehrt Aufträge interessanter aussereuropäischer Firmen erhält und damit zu einer Ausweichmöglichkeit für diese Tierversuche wird.

Ab 11. März 2013 tritt in der EU mit der letzten Stufe der Kosmetikrichtlinie ein vollständiges Verbot der Testung von kosmetischen Inhaltsstoffen und Endprodukten an Tieren in Kraft. In Deutschland sind Tierversuche für Kosmetika bereits seit 1998 ausdrücklich untersagt. Damit ergibt sich für die Schweiz im Vergleich zur Europäischen Union ein Tierschutzdefizit.

Gemäss Artikel 19 Absatz 3 Tierschutzgesetz kann der Schweizer Bundesrat bestimmte Versuchszwecke für unzulässig erklären. Dies ist für Tierversuche für Kosmetika bisher nicht der Fall gewesen. Zwar sind laut der Richtlinien für die Gesuchstellung und Bewilligung von Tierversuchen für Unbedenklichkeitsprüfungen von Stoffen und Erzeugnissen (Toxizitätsrichtlinie) des Bundesamtes für Veterinärwesen «Gesuche für die Prüfung von kosmetischen Mitteln in der Regel nicht zu bewilligen». Dies bezieht sich aber nur auf Endprodukte und Erzeugnisse. Anders als in der EU kann u.a. die Prüfung neuer Grundstoffe für kosmetische Mittel zulässig sein. Dass dies zum Schutz der Versuchstiere nicht ausreicht, konnte man an den teils vehement kritisierten Toxizitätstest von UV-Filtern an Ratten in den Jahren 2010 und 2011 feststellen.

Protokoll der Sitzung der ECEAE vom 6. - 8. März 2013 in Dublin

Maja Schmid vertrat die LSCV an der Sitzung der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE), die in der irischen Hauptstadt Dublin stattfand.

6. März 2013 – Neuaufnahmen und Happening zum Inkrafttreten der Kosmetikrichtlinie

Die geltenden Regeln, um sich der Koalition anzuschliessen, wurden erneut besprochen. Der slowenische Tierschutzverband stellte einen Aufnahmeantrag und nahm anschliessend aktiv an den drei Sitzungstagen teil.

Um das Inkrafttreten am 11. März 2013 des Verbots von Import und Produktion von an Tieren getesteter Kosmetika in der Europäischen Union gebührend zu feiern, begaben sich die Mitglieder der ECEAE zum irischen Parlament. Dort wurde Frau Barbara Nolan, Leiterin der Vertretung der europäischen Kommission in Dublin ein Kuchen, verziert mit dem Hasenlogo der «no cruel cosmetics» Kampagne und 24 Kerzen präsentiert. Die 24 Kerzen symbolisierten die Jahre des Wartens auf dieses Verbot. Den vollumfänglich veganen Kuchen hatte ein Mitglied der Irish Anti-Vivisection Society (Irische Gesellschaft gegen die Vivisektion) hergestellt, welche die Sitzung organisiert hatte.



7. März 2013 - HCS, Botox, REACH

In einer Diskussion wurde auf die Frage wie es um die Zukunft des HCS-Labels (Humane Cosmetics Standard) nach Inkrafttreten der Kosmetikrichtlinie aussieht eingegangen. Die Umsetzung des Verbots ist nicht gewährleistet und gewisse grosse Marken der Kosmetikindustrie möchten in ihren Produkten an Tieren getestete Inhaltsstoffe verwenden können, wenn diese Substanzen für andere Anwendungen beispielsweise medizinischer oder chemischer Art eingesetzt wurden. Das HCS-Label soll deshalb beibehalten werden, so lange für die innerhalb der EU vertriebene Kosmetik keine Gewähr besteht, dass tatsächlich auf Tierversuche verzichtet wurde.

Nach dem Erfolg des ersten „Botox-Days“ im Juli 2012 wurde in Betracht gezogen, ähnliche Aktionen weiterzuführen. Das für die Herstellung von Botox verwendete Botulinumtoxin gehört zu den tödlichsten Giften, von wo die Toxizität jeder Produktionseinheit an Mäusen getestet werden muss. Obwohl es der Hersteller Allergan geschafft hat, einen Grossteil der Tierversuche durch eine In-vitro-Methode zu ersetzen, ist die Weiterführung der In-vivo-Tests durch die Hersteller Merz und Ipsen Besorgnis erregend. Zwei Forscher der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich (ETH) haben eine Methode entwickelt, um das Botulinumtoxin durch Fluoreszenz an Liposomen zu testen¹. Wenn die Pharmaindustrie ihr Interesse an der Ersatzmethode bekundet und die reglementarischen Instanzen diese validieren, könnte jährlich einer halben Million Mäuse ein schrecklicher Tod erspart werden.



Barbara Nolan mit Vertreterinnen und Vertretern von 13 Mitgliederstaaten der ECEAE: Deutschland (DTB, DAAE), England (BUAV), Belgien (GAIA), Kroatien (Animal Friends Croatia), Dänemark (LFV), Spanien (ADDA), Finnland (Animalia), Holland (EDEV), Irland (IAVS), Portugal (Animal), Slowenien (APSL), Schweden (DjurensRatt) und Schweiz (LSCV)

A propos Botulinumtoxin

Seit den Achtzigerjahren ist dieses Neurotoxin in zahlreichen medizinischen Anwendungen enthalten, um Migräne, Schielen, übermässiges Schwitzen und verschiedene chronische Krankheiten zu behandeln. Seit den Neunzigerjahren wird es auch für Antifalten-Behandlungen verwendet. Trotz der schrecklichen Leiden, welche mit der Herstellung für die Tiere verbunden sind, nimmt seine Verwendung in diesem Bereich rasant zu. Da dieser Giftstoff auf natürliche Weise von Bakterien produziert wird, sind Konzentration und Wirkung nicht konstant. Es besteht eine gesetzliche Verpflichtung, jede Charge von Botulinumtoxin mittels des Tests LD50 (tödliche Dosis bei 50%) zu testen. Dabei wird einer Gruppe von Tieren die Substanz verabreicht, von denen bis zu 50 % sterben. Im Falle dieses Toxins kann der Todeskampf der Mäuse bis zu vier Tage dauern. Die Zahl der Mäuse, welche die Pharmaindustrie jedes Jahr verwendet, um mit dem LD50 die Chargen von Botulinumtoxin zu testen, wird auf 500'000 geschätzt.



Das europäische Programm REACH² fordert, die Toxizität von Tausenden chemischer Substanzen zu evaluieren. Das Reglement schreibt vor, dass die Durchführung von Tierversuchen nur als letztes Mittel in Betracht zu ziehen ist. Trotzdem werden täglich für zahlreiche überflüssige Studien Tausende von Tieren verwendet. Dies beweisen die Dossiers, die ein Toxikologe des deutschen Verbandes „Ärzte gegen Tierversuche“ und die ECEAE prüften. Die Chemieunternehmen stellen regelmässig Anträge, um eine Substanz an Tieren zu testen, ohne eine Alternative vorzuschlagen oder zu suchen. Die ECEAE stellte sich gegen mehrere solche Anträge. Entweder wies sie auf die Nutzlosigkeit der In-vivo-Tests hin oder sie schaffte es, die geplante Anzahl Tiere beträchtlich zu reduzieren.

8. März 2013 – Affentransport durch Air France

Die Fluggesellschaften Air France, KLM, Vietnam Airlines, Air India und China Southern Airlines sind Ziel von Protestaktionen, da sie Affentransporte für internationale Laboratorien durchführen. Air France ist der wichtigste Affentransporter für die europäischen Labors. Die ECEAE führt ihre Kampagne gegen diese Firma weiter. Viele Airlines haben den Handel aufgrund des Drucks der Öffentlichkeit und der Tierschutzverbände eingestellt. Zwei Websites - www.gatewaytohell.net und www.airsouffrance.fr - können konsultiert werden, um sich zu informieren und die künftigen Aktionen zur Kenntnis zu nehmen.



¹ Ein Liposom ist ein Vesikel, welches eine wässrige Phase einschliesst und dessen Membran aus einer Doppelschicht von Molekülen mit amphiphilem Charakter besteht. In dem von der ETH entwickelten Test ahmt diese Lipidmembran die Endpunkte der Nervenzellen nach, so dass sich das Botulinumtoxin an seinen spezifischen Rezeptor bindet. Durch Säurebildung der Zellmitte erhalten die Proteine eine Färbung, welche auf die Giftstoffkonzentration hinweist.

² Das REACH Programm (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) betrifft das Reglement, welches vom Europäischen Parlament am 18. Dezember 2006 angenommen wurde und am 1. Juni 2007 in Kraft trat. Ziel davon ist es, die Toxizität chemischer Substanzen zu überprüfen, von denen jährlich mehr als eine Tonne produziert oder importiert wird und die auf dem europäischen Markt zirkulieren.

Tessin: Staatsanwaltschaft geht nicht auf unsere Strafanklage ein

Weisswaschen der Behörden



Artikel 28, Abs. 3 des Tierschutzgesetzes (TSchG) ist klar. Er besagt, dass jede Person, die vorsätzlich oder fahrlässig durch Unterrassung oder auf eine andere Art und Weise gegen dieses Gesetz verstösst, mit einer Busse bestraft wird.

Der Tessiner Kantonsveterinär Tulio Vanzetti verstiess jahrelang gegen die gesetzlichen Bestimmungen, indem er die Tessiner Tierversuchskommission leitete, die als „von der Behörde unabhängig“ galt. Drei der fünf Kommissionsmitglieder gehörten dem kantonalen Departement an, das für den Tierschutzbereich zuständig ist. Tulio Vanzetti war sogar Präsident der Kommission. Nicht besonders überzeugend somit, diese so genannte Unabhängigkeit.

Angesichts des hartnäckigen Bestrebens des Kantonsveterinärs, das Präsidium der Kommission zu behalten, wurde eine Medienkampagne lanciert. Diese hatte zur Folge, dass er im September 2012 endgültig des Amtes entthoben wurde. Mit grosser Beharrlichkeit bemühte er sich anschliessend hinter den Kulissen, eine Kommission zu bilden, die seinen Interessen entsprach. Die LSCV reichte deshalb am 5. November 2012 (siehe Zeitung Nr. 38 vom Dezember 2012) bei der Staatsanwaltschaft in Lugano eine Strafanzeige ein. Sie prangerte an, dass der Kantonsveterinär jahrelang der Kommission angehört hatte, und beschuldigte alle verantwortlichen Personen, gegen die Bestimmungen des TSchG verstossen zu haben.

Der Generalstaatsanwalt nutzte sein Recht und beschloss, nicht auf die Strafanzeige einzugehen. In vielen Kantonen kann ein Staatsanwalt darüber entscheiden, ob er eine Untersuchung durchführen möchte oder nicht. Unser Anwalt hatte deshalb in einem Schreiben mitgeteilt, er wolle über den Entscheid informiert werden, um entsprechend handeln zu können.

Da unser Rechtsanwalt von der Staatsanwaltschaft keine Neuigkeiten erhielt, wandte er sich erneut an die Behörde. Diese bestätigte ihm schliesslich am 21. Januar 2013, am 12. November 2012 einen Nichteintretens-Entscheid erlassen zu haben.

Indem er seinen Beschluss zwei Monate später mitteilte, schützte sich der Oberstaatsanwalt vor einer Einsprache. Zur Begründung der Tatsache, dass er seinen Beschluss nicht rechtzeitig mitgeteilt hatte, verschanzte er sich hinter der Strafprozessordnung (StPO). Gemäss Art. 115 gelten als geschädigte Personen diejenigen, die durch die Straftat in ihren Rechten unmittelbar verletzt worden sind. Der Oberstaatsanwalt liess verlauten, die LSCV sei in ihren Rechten nicht unmittelbar verletzt worden, so dass er uns nicht über den Nichteintretens-Entscheid informieren müsse. Ein solches Vorgehen ist echt erbärmlich. Da aber kein Tessiner Zuständiger die Verantwortung für die pittoreske Vorgehensweise der kantonalen Kommission übernehmen wollte, war dies nicht allzu erstaunlich.

Am 1. Februar 2013 erhab unser Rechtsanwalt beim „Corte dei reclami penali del Tribunale d'appello“ Einsprache gegen das Vorgehen des Staatsanwalts.

Diese Einsprache wurde am 5. Februar abgelehnt. Nach Ansicht des Gerichtshofes musste die LSCV von der Staatsanwaltschaft nicht informiert werden, da sie in ihren Rechten durch die Tessiner Sachlage nicht unmittelbar verletzt worden war. Das Gericht betonte, im vorliegenden Falle seien die Gesetzesverstösse von öffentlichem und nicht von privatem Interesse.

Somit rechtfertigt das öffentliche Interesse, dass dieser Fall, der nie angezeigt werden sollen, möglichst rasch ad acta gelegt wird. Es lebe die Gerechtigkeit!



Wie kommt es, dass der Tessin jedes Jahr die Verwendung von mehreren zehntausend Tieren bewilligt, für lediglich ein paar Dutzend Tierversuche? Für 33 laufende Versuche wurden in diesem Kanton im Jahr 2011 insgesamt 38'394 Tiere verwendet. Dies entspricht durchschnittlich 1'163 Tieren pro Versuch!

Im Vergleich zu Zahlen anderer Kantone mit einer ähnlichen Struktur (Pharmaunternehmen und öffentliche Forschungsinstitute), zeigte sich, dass der Kanton Waadt für 606 laufende Versuche durchschnittlich 121 Tiere verwendet. Im Kanton Genf waren es für 417 Versuche 125 Tiere und im Kanton Basel-Stadt für 726 laufende Experimente 263 Tiere, trotz der Pharmariesen.

Auch weiterhin Import von Häuten lebendig zerlegter Reptilien in die Schweiz

Am 6. Oktober 2010 zeigte das Deutschschweizer Fernsehen in der Sendung „Rundschau“, wie in Indonesien Schlangen und Eidechsen zur Herstellung von Uhrenarmbändern und anderen Mode-Accessoires zerlegt werden. Zu sehen waren lebendige Schlangen, denen man die Haut abzog, und Eidechsen, die mit zusammengeschnürten Beinen in Plastiksäcke gestopft wurden. Die Schweiz importiert jährlich rund eine Million Tierhäute für die Herstellung von Handtaschen, Schuhen, Uhrenarmbändern und iPhone-Etuis.



Am 17. Dezember 2010 reichte die Nationalrätin Franziska Teuscher (Grüne, Bern) mit weiteren 37 Nationalrätinnen und Nationalräten die Motion 10.4104 ein. Der Bundesrat wurde mit einer Änderung der Gesetzgebung beauftragt. Er sollte sämtliche Importe von Reptilienhäuten verbieten, die von tierquälerisch gehaltenen, gefangenem oder getöteten Tieren stammen.

Am 2. Februar 2011 schlug der Bundesrat vor, die Motion abzulehnen. Diese stelle kein geeignetes Mittel dar, um die Problematik zu behandeln. Der Bundesrat wollte lieber seinen „Einfluss“ bei den internationalen Behörden geltend machen. „Zu diesem Zweck wurde in einem ersten Schritt das CITES-Sekretariat¹ informiert und erucht, die indonesischen Behörden zu einer Stellungnahme aufzufordern. Weiter wurde die Welttiergesundheitsorganisation (OIE) als weltweit zuständige Behörde in Tierschutzfragen über die Zustände in Indonesien unterrichtet und aufgefordert, weltweit gültige Tierschutznormen beim Transport und bei der Schlachtung von Reptilien zu erstellen. Der Direktor der OIE hat der Schweiz bereits geantwortet, dass die Thematik in der Tierschutzkommission der OIE aufgenommen werde.“ Abschliessend erklärte der Bundesrat, diese Massnahmen würden zu keiner nachhaltigen Verbesserung der Lage führen. Wenn alles gut geht, ist somit in zehn Jahren mit einer solchen Verbesserung zu rechnen.

¹ Das CITES-Sekretariat ist die Oberinstanz in Sachen internationalem Handel mit geschützten Tier- und Pflanzenarten; es wurde als Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen (CITES) ins Leben gerufen

Die Abstimmung endete schliesslich mit 18 Ja- und 18 Nein-Stimmen. Filippo Lombardi (CVP, TI) seinerseits stimmte gegen die Motion, die somit endgültig abgelehnt wurde.

Am 14. Dezember 2012 griff Nationalrätin Franziska Teuscher das Thema wieder auf und fragte den Bundesrat, welche konkreten Interventionen die Schweiz auf internationaler Ebene durchführen.

Am 13. Februar 2013 antwortete der Bundesrat, ein Expertenkomitee prüfe noch immer ein vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) verfasstes Schlichtungsdokument, das Empfehlungen zum Schlachten von Reptilien unter annehmbaren Bedingungen enthalte. Bei einer Annahme könnten die Empfehlungen „eventuell“ von der Welttiergesundheitsorganisation (OIE) angenommen werden. Sie würden auch der Arbeitsgruppe der Konferenz der Vereinten Nationen für Handel und Entwicklung (UNCTAD) und anschliessend der CITES vorgelegt. „Da die CITES-Vertragsstaatenkonferenz nur alle drei Jahre stattfindet, kann die Verabsiedlung der Resolution frühestens im Jahr 2016 beschlossen werden.“

Am 25. April 2013 teilten das BVET und die Expertengruppe ihre Empfehlungen der OIE mit. In der Folge passierte jedoch überhaupt nichts. Die Schweiz importiert noch immer die Hämme von lebendig zerlegten Reptilien und scheint nicht bereit zu sein, dieses Vorgehen einzustellen.

Importverbot für Robbenprodukte

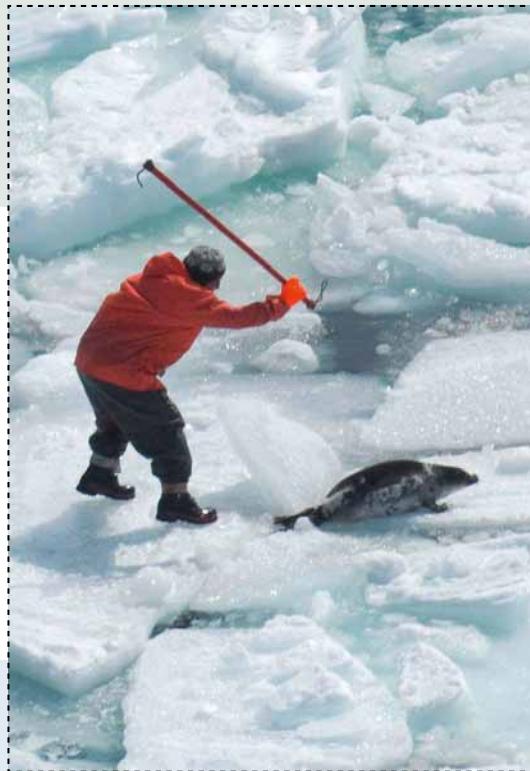
Die Schweiz wartet auf

Am 20. November 2012 traf die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerates (WBK-S) einen weiteren Entschluss. Sie entschied, bezüglich der Motion 11.3635 „Importverbot für Robbenprodukte“ des Nationalrates Oskar Freysinger (SVP, VS) nichts zu unternehmen. Mit der am 16. Juni 2011 eingereichten Motion soll erreicht werden, dass die Schweiz ihre rechtlichen Grundlagen der Europäischen Union anpasst. Diese verbietet seit dem 20. November 2009 in allen Mitgliedstaaten die Ein- und Ausfuhr sämtlicher Robbenprodukte sowie deren Handel mit Ausnahme von Produkten, die aus traditionellen Jagdformen stammen.

Wahl unsere Abgeordneten ins Eidgenössische Parlament

Der Ständerat lehnt regelmäßig zahlreiche Vorschläge des Nationalrates für einen besseren Tierschutz ab. Dieser Rat, dem 46 Politikerinnen und Politiker angehören (ein bis zwei Vertreterinnen und Vertreter pro Kanton), hat jedoch gleichviel Gewicht wie der Nationalrat mit seinen 200 Mitgliedern.

Die Wahlen zur Erneuerung unseres Parlaments finden alle vier Jahre statt. Dabei ist es wichtig, Kandidatinnen und Kandidaten zu unterstützen, welche für die Leiden der Tiere empfänglich sind. Solche Vertreterinnen und Vertreter sind in allen Parteien zu finden. Es liegt an uns, bei den Wahlen die richtigen Entscheide zu treffen.



den WTO-Beschluss

Da Kanada und Norwegen bei der Welthandelsorganisation (WTO) gegen die Massnahme eine Beschwerde eingereicht haben, wird diese seit dem 4. Oktober 2012 von einer Spezialgruppe geprüft. Die Mehrheit der Kommission hielt es für wichtig, Vorkehrungen zu treffen, damit die strengen Normen im Tierschutzbereich angewandt werden. Mit dem üblichen Mut und der von ihr gewohnten Bestimmtheit beschloss die Kommission, die Behandlung der Motion besser aufzuschieben, bis die WTO definitiv zur Beschwerde Stellung genommen habe. In unserem Land können somit auch weiterhin Produkte harpunierter und lebendig zerlegter Robben vertrieben werden.

Protokoll der Generalversammlung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 23. März 2013 in Thônex, Genf

Anwesende Vorstandsmitglieder:

Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Maja Schmid (Rechnungsführerin), Laurianne Parent (Vorstandssekretärin), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

Abwesende und entschuldigte Vorstandsmitglieder:

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

Eröffnung der Sitzung um 14.00 Uhr

Traktandenliste

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Aufnahmen / Austritte
6. Varia

Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da beim Vorstand kein schriftlicher Antrag eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung vom 24. März 2012

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2012 unserer Zeitung zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

2. Bericht 2012 des Präsidenten

Der Präsident teilt mit, dass die Liga 2012 629 neue Mitglieder aufgenommen hat. Dies ist stets sehr motivierend und wird als Ermutigung erachtet, unsere Aktionen weiterzuführen. Die Aktivität 2013 stellt sowohl in Hinblick auf die Neuanmeldungen als auch in finanzieller Hinsicht einen guten Anfang dar. Seit 1984 beträgt der Jahresbeitrag Fr. 15.-. Dies wird auch weiterhin der Fall sein. Dank Spenden, Mitgliederbeiträgen, Legaten und weiteren Einzahlungen ist es nicht notwendig, den Beitrag zu erhöhen.

Der Präsident weist darauf hin, dass am 11. März 2013 in der Europäischen Union ein Verbot in Kraft getreten ist, das den Verkauf von an Tieren getesteter Kosmetik verbietet. Die Schweiz, die sich stets weigerte, ähnliche Bestimmungen anzunehmen, wird sich der europäischen Richtlinie anschliessen müssen. Eine Schlacht ist gewonnen, aber das Problem der Umsetzung des Verbots bleibt bestehen. Gewisse Inhaltsstoffe werden von Gesetzes wegen weiterhin an Tieren getestet, da die Behörden Alternativmethoden noch nicht validiert haben. Zum Abschluss seines Berichtes kündigt der Präsident an, sein Amt nach 25-jährigem Präsidium bei der Vorstandserneuerung im Jahr 2014 abgeben zu wollen. Er fordert auf, über seine Nachfolge nachzudenken.

3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden

Dieses Jahr begab sich die Rechnungsführerin nach Neuenburg, um die Buchhaltung durch die Rechnungsprüfenden, die in diesem Kanton wohnen, kontrollieren zu lassen. In der Folge bestand mehr Zeit, um die Kontrolle vorzunehmen und Fragen zu den Ausgaben zu stellen.

Der Vorstand dankt Frau Jonquille, Buchhalterin der Liga, für ihre ausgezeichnete Arbeit. Maja Schmid liest den Anwesenden ihren Bericht als Rechnungsführerin vor. Anschliessend trägt Sylvie Benoît den Bericht der Rechnungsprüfenden vor (siehe Bericht 2012 der Rechnungsführerin und Bericht 2012 der Rechnungsprüfenden).

4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Da zu den beiden Berichten keine Frage gestellt wird, schlägt der Präsident ihre Annahme vor. Die Berichte werden einstimmig angenommen.

5. Aufnahmen / Austritte

Achim Z'Brun, der den Auftrag hatte, mit dem Bus der Liga Informationsstände in der ganzen Schweiz durchzuführen, hat seine Tätigkeit eingestellt. Der Vorstand dankt ihm für die

Arbeit, die er während zwei Jahren geleistet hat. Diese Tätigkeit kann von jeder interessierten Person übernommen werden. Der Bus steht auch allen Mitgliedern zur Verfügung, die Stände organisieren möchten.

6. Verschiedenes

Die Rechnungsführerin unterbreitet der Versammlung einen Unterstützungsantrag, den die Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) im Rahmen des Programms REACH gestellt hat. Die LSCV ist Mitglied der ECEAE. Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler haben den Auftrag, die von Chemiefirmen eingereichten Dossiers zu prüfen, wenn Toxizitätstests an Tieren vorgesehen sind, bevor die chemischen Substanzen registriert werden können. Die Arbeit der Forschungskräfte der ECEAE besteht darin, solche Studien anzufechten, wenn das Gesetz nicht ausdrücklich In-vivo Tests an Tieren vorsieht. Verschiedene Dossiers wurden bereits erfolgreich angefochten, was Tausenden von Tieren das Leben rettete. Der Vizepräsident erklärt, normalerweise seien die Behörden jedes EU-Mitgliedstaates für diese Arbeit zuständig, diese würden aber ihre Aufgabe infolge fehlender Mittel oder mangelndem Interesse nicht erfüllen. Somit ist es wichtig, dass sich private Organisationen wie die ECEAE in diesem Bereich en-

Bericht 2013 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren, liebe Mitglieder,
Herzlichen Dank für Ihre Teilnahme an der diesjährigen Generalversammlung.
In unserer Zeitung von März 2013 haben wir unser Buchhaltungsjahr 2012 veröffentlicht. Davon konnten sie Kenntnis nehmen.

Das Jahr 2012 schliesst mit einem Überschuss von Fr. 40'272.94 ab, den wir dank Spenden und Vermächtnissen unserer Mitglieder und Gönner erreichen konnten. Die aus testamentarisch vermachten Beträge variieren von Jahr zu Jahr, sind aber ein wichtiger Teil unseres Einkommens. Dieses Ergebnis ermöglicht es uns auch, den Mitgliederbeitrag auf einem sehr tiefen Niveau zu halten. Der Mitgliederbeitrag wurde im Jahr 1984 zum letzten Mal angepasst, und zwar von Fr. 10.- auf Fr. 15.-. Seither ist er unverändert geblieben, trotz einer Teuerung von 58.5% zwischen 1984 und 2012.

2012 haben wir Fr. 213'272.33 für unsere verschiedenen Aktionen ausgegeben. Einige seien hier erwähnt: Informationen über Forschungsmethoden die auf Tiere verzichten, Publikationen von Artikeln über Tierversuche und Pelzgewinnung in Zeitschriften, Anti-Pelzkampagnen oder Sterilisation und Kastration von Katzen in den Kantonen Genf und Neuenburg.

Die jährliche Sterilisation- und Kastrationskampagne war etwas weniger teuer als in den Vorjahren, da wir keine Anfragen aus dem Kanton Tessin erhalten. Es haben 138 Katzen und Kater ein wenig von ihrem Libido eingebüßt!

Achim Z'Brun, der während den letzten zwei Jahren in der ganzen Schweiz mit unserem dafür eingerichteten Kleinbus Standaktionen für die Liga durchgeführt hatte, hat diese Tätigkeit aufgegeben. Der Bus steht nun allen interessierten Personen die in unserem Namen einen Stand halten möchten, zur Verfügung. Achim hat sich im Oktober 2012 zu Fuss und nur mit einem Rucksack als Gepäck auf Entdeckungsreise gemacht.

Wir bedanken uns bei Frau Jonquille für das Führen unserer Buchhaltung, einschliesslich der Bilanz. Unser Dank richtet sich auch an die Rechnungsprüfenden die eine Fülle von Buchungsunterlagen aus dem Jahr 2012 kontrolliert haben.

Wir bedanken uns bei allen Anwesenden und jedem Mitglied der Liga für seine Treue und Unterstützung ohne welche Aktionen zu Gunsten der leidenden Tiere unmöglich wären.

Maja Schmid
Rechnungsführerin

Gezeichnet in Genf am 23. März 2013

gagieren. Nach einer Diskussion zum Verlauf des Programms REACH bewilligen die Anwesenden der Generalversammlung einstimmig einen finanziellen Beitrag von Euro 5'000.-, um die Arbeit der besagten Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler zu unterstützen.

Der Präsident weist auf ein Problem hin, das mit der Ernennung der beiden Tierschutzvertreter in die Tierversuchskommission des Kantons Freiburg verbunden ist. Um die Nominierung eines Mitglieds zu verhindern, das ihm nicht passte, ernannte der Staatsrat illegal einen Kandidaten, den das kantonale Veterinäramt vorgeschlagen hatte. Der Vizepräsident erklärt die in diesem Kanton geltenden gesetzlichen Grundlagen und weist darauf hin, dass eine Freiburger Rechtsanwältin beauftragt wurde, abzuklären, ob die Nominierung angefochten und eine Strafanzeige in Betracht gezogen werden kann. Zudem plant der Vorstand, in der Stadt Freiburg ein repräsentatives Büro zu eröffnen, um effizienter vorgehen zu können. Die Eröffnung des Büros soll zu einer Dynamik mit den Freiburger Mitgliedern der Liga beitragen. Wir erhalten von ihnen regelmässig Anfragen, um bei der Durchführung von Informationsständen zu helfen oder uns an anderen Aktionen zu beteiligen.

Da kein Mitglied mehr das Wort ergreifen möchte, hebt der Präsident die Generalversammlung um 15.00 Uhr auf. Er lädt die anwesenden Mitglieder zu einem kleinen Apéro ein.

Bericht der Rechnungsprüfenden 2012

Sehr geehrte Damen und Herren
Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2012 abgeschlossene Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Jahres 2012 schliesst mit einem Nettogewinn von Fr. 40'272.94 ab.

Die Rechnungsprüfenden:

Herr Oscar Appiani,
Frau Sylvie Benoît, Frau Michèle Loisel

Colombier, 20. März 2013

Bei unseren Freiburger Mitgliedern bedanken wir uns im Voraus, die Petition zu unterschreiben und unterschreiben zu lassen.

Ziel ist, dass innert drei Monaten so viele Unterschriften wie möglich aus dem Kanton Freiburg zusammenkommen.
Retoursenden bis spätestens 10. September 2013.
Danach wird die Petition der Petitionskommission des Freiburger Grossen Rates überreicht.

Petition



Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg

Für eine von der Behörde unabhängige Freiburger Kommission für Tierversuche, wie sie die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung vorsieht

Die eidgenössische Gesetzgebung (TSchG) fordert, dass die Kantone, die Tierversuche bewilligen, je eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche bestellen, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind (Art. 34 TSchG).

Diese kantonalen Kommissionen haben den Auftrag, die von den Forschenden eingereichten Bewilligungsgesuche für Tierversuche zu prüfen und ein Gutachten zuhanden des Veterinäramtes zu erstellen (Art. 18 TSchG). Die Kommission prüft zudem die Tierversuche und die Tierhaltung.

Die Kommissionen sollen gewährleisten, dass die kantonale Behörde (Veterinäramt) weder infolge politischen oder wirtschaft-

lichen Drucks beziehungsweise von Interessenkonflikten missbräuchliche Bewilligungen erteilt noch vor Verstößen gegen die mit der Durchführung von Versuchen oder der Tierhaltung verbundenen Bestimmungen die Augen verschließt.

Staatsrat ernennt illegal ein Mitglied

Anlässlich der Ernennung der Kommissionsmitglieder am 1. Dezember 2012 ernannte der Staatsrat illegal einen Veterinär als „Tierschutzvertreter“. Dabei gehörte dieser gar keiner Tierschutzorganisation an. Seine Kandidatur wurde nach der Anwerbung des Amtes für Veterinärwesen (LSVW) eingereicht, um die Ernennung eines Vertreters der Tierschutzverbände zu verhindern.

Wir, die Unterzeichnenden dieser Petition, fordern den Grossen Rat auf, die Methoden des LSVW strikt abzulehnen. Wir fordern den Staatsrat auf, die in Frage gestellte Nominierung als ungültig zu erklären und umgehend die Nominierung von Dr. André Ménache vorzunehmen, dessen Kandidatur offiziell von einer Tierschutzorganisation eingereicht worden war.

Wir fordern den Grossen Rat auf, die Massnahmen zu unterstützen, die im Rahmen der Universität Freiburg und anderer öffentlicher sowie privater Organisationen die Tierhaltung sowie die Praxis illegaler Tierversuche behindern.

	Name, Vorname	Adresse	Unterschrift
1			
2			
3			
4			
5			

Frist für die Unterschriftensammlung: 10. September 2013. Lancierung der Petition: 10. Juni 2013. Alle im Kanton Freiburg wohnhaften Personen können die Petition unterzeichnen. Bitte senden Sie die Petition an eine der folgenden Adressen. Unter diesen können auch weitere Petitionsbögen bezogen werden:

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T: 052 213 11 72, office@agstg.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T: 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Schweizer Liga gegen Vivisektion : Postfach 148, 1226 Thônex, T: 022 349 73 37, admin@lscv.ch



Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg

Am 16. September 2009 reichten die Organisationen AG STG, ATRA und LSCV beim Sekretariat des Freiburger Grossen Rates die Petition «Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg» mit über 19'000 Unterschriften ein. In der Petition wurden die Behörden aufgefordert, die medizinische Forschung nicht nur an Affen, sondern an allen Tieren definitiv aufzugeben und «die Entwicklung innovativer, tierversuchsfreier Testmethoden, wie z.B. Zell- und Gewebemodelle, bildgebende Verfahren sowie Bioinformatik, (zu) unterstützen und Tierversuche in der medizinischen Forschung durch Modelle (zu) ersetzen, die ethisch und wissenschaftlich tragbar sind.»

Das Thema der Tierversuche, wie sie an der Universität Freiburg durchgeführt werden, bewog den Freiburger Grossen Rat zu einer tiefgreifenden Reflexion. Die qualitativ hochstehenden Arbeiten der Petitionskommission führten zum Postulat 2069.10 zuhanden des Staatsrates, das im September 2010 mit 53 gegen 30 Stimmen angenommen wurde.

Bei seiner Beantwortung des Postulats liess der Staatsrat dem Grossen Rat am 13. Dezember 2011 seinen Bericht zukommen.

Einleitend wies der Staatsrat darauf hin, «dass der Schweizerische Rechtsrahmen bezüglich Tierversuchen im internationalen Vergleich besonders streng sei, und zwar eben gerade als Antwort auf die seitens der Bevölkerung vorgebrachten Befürchtungen.» Auf das Gutachten zur Erläuterung der «ethischen Fragen in

Zusammenhang mit Tierversuchen» der Professoren Alex Mauron und Samia Hurst vom Institut für biomedizinische Ethik der Universität Genf gestützt, deren positive Gutachten für Tierversuche bestens bekannt sind, versicherte er zudem, die Forschenden der Universität Freiburg würden «die entsprechenden gesetzlichen Vorschriften» selbstverständlich respektieren. Sie „beteiligen sich zudem auch an den Bemühungen zur Einschränkung von Tierversuchen, wo immer dies möglich ist, etwa durch den Einsatz von Zellkultursystemen oder von Einzellern oder auch Computermodellen. Sie setzen dabei das sogenannte 3R-Prinzip um (...) Ziel dieses Prinzips ist es, die Zahl der verwendeten Tiere zu verringern, die Methoden zu verfeinern, um die Versuche zu optimieren, und die Belastung, die sie verursachen, zu reduzieren, sowie das Tiermodell nach Möglichkeit durch andere Modelle zu ersetzen.»

Für eine von der Behörde unabhängige Freiburger Kommission für Tierversuche, wie sie die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung vorsieht

Nein zur Einmischung des Staatsrates bei der Zusammensetzung der Kommission

Als die Kommission Ende 2012 erneuert werden sollte, setzte der Staatsrat alles daran, um eine Kandidatur zu verhindern. Das kantonale Tierschutzgesetz und sein Reglement verfügen, dass der Kommission zwei Vertreterinnen oder Vertreter von Organisationen angehören müssen, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist (Art. 6, Abs. 2, kTSchG und Art. 3, Abs. 1, Bst a kTSchr).

Die SPA Freiburg teilte dem kantonalen Amt für Veterinärwesen (LSVW) im Juni 2012 die Kandidatur von André Ménache, Doktor in Veterinärmedizin, Spezialist für Alternativmethoden, Mitglied des deontologischen Komitees der belgischen Regierung im Tierversuchsbereich und Direktor der wissenschaftlichen Organisation „Antidote Europe“, mit.

Am 12. Juli 2012 wurde Dr. André Ménache vom LSVW angehört. Nach dieser Anhörung versicherte das LSVW bis Ende 2012 wiederholt und schriftlich, die Kandidatur von Dr. André Ménache durchlufe den Instanzenweg.

In Tat und Wahrheit landete sie aber eher im Papierkorb. Das LSVW forderte nämlich einen anderen Veterinär auf, sich für die Stelle als „Tierschutzvertreter“ zu bewerben, obwohl dieser keiner entsprechenden Organisation angehörte. Der Veterinär wurde auch nicht darauf hingewiesen, dass seine Kandidatur die Ernennung eines von der SPA in Freiburg vorgeschlagenen Bewerbers behinderte.

Am 1. Dezember 2012 wurde der Veterinär vom Staatsrat offiziell zum „Tierschutzvertreter“ ernannt!

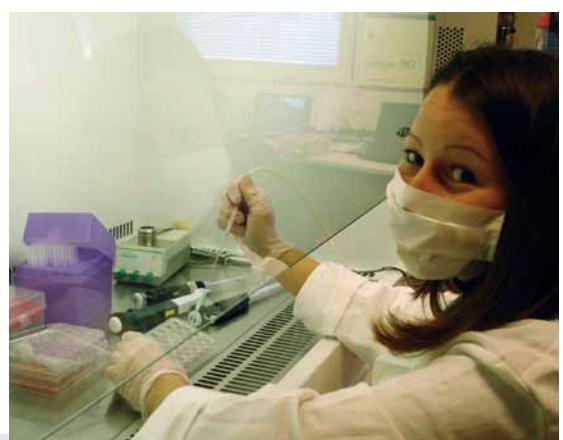
Wie unabhängig ist die Freiburger Kommission?

Wie viele Mitglieder dieser Kommission wurden einzig deshalb gewählt, um möglichst wenig zu machen oder die von der kantonalen Behörde geleistete Arbeit nicht in Frage zu stellen? Nachdem das LSVW beschuldigt worden war, die Zusammensetzung der von den «Behörden unabhängigen» Kommission manipuliert zu haben, versteckte es sich hinter dem Staatsrat mit der Begründung, dieser sei für die Nominierungen zuständig.

Es ist untragbar, dass sich das LSVW und der Staatsrat bei der Wahl der Kommissionsmitglieder einmischen, um eigene Interessen zu vertreten.

Mit einem solchen Vorgehen lässt der Staatsrat durchblicken, dass die an der Universität Freiburg betriebene Tierversuchspraxis nicht den gesetzlich vorgeschriebenen Bestimmungen entspricht. Diese Forschung wird von den Steuerzahlenden finanziert. Über ihre ins eidgenössische Parlament gewählten Politikerinnen und Politiker ermöglichten dieselben Steuerzahlenden seit 1992 die Bildung der kantonalen Kommissionen. Bei jeder Gesetzesänderung unterstützte das Parlament die Kommissionen erneut, indem es neue Bestimmungen ordnete, um ihre Funktionsweise besser zu schützen. Gewisse Kantone versuchten, ihre Tätigkeit zu neutralisieren oder Behördenmitglieder einzuschleusen.

Quellen und Referenzen der Dokumente:
www.lscv.ch



Tierversuche lassen sich auf vorteilhafte Weise durch tierversuchsfreie Methoden ersetzen. Dazu muss aber erst bekannt sein, dass diese bestehen und wie sie verwendet werden können.

In den USA ist das Filmen von Tierquälereien ein Verbrechen

Mit versteckter Kamera aufgenommene Videos zeigten schockierende Bilder aus den USA: In Tennessee verätzten Farmarbeiter die Fesseln von Pferden mit Chemikalien. In Wyoming schlugen Schweinezüchter die Tiere oder warfen sie durch die Luft. Bei einem der grössten Eierproduzenten des Landes sah man verwesende Hühnerleichen und Arbeiter, die lebenden Küken die Schnäbel abbrannten und brachen.



<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

Gedreht wurden diese Videos von Aktivisten der drei amerikanischen Tierschutzorganisationen *Mercy for Animals*, *The Humane Society of the United States* und *PETA*. Die Bilder haben die Öffentlichkeit soweit aufgerüttelt, dass die Tierquälerei zur Verantwortung gezogen wurden: Der Pferdetrainer in Tennessee wurde wegen Verstosses gegen das Tierschutzgesetz verurteilt, in Wyoming wurden neun Farmarbeiter wegen Tierquälerei angeklagt und der Eierproduzent verlor seinen Grosskunden McDonald's.

Die Antwort der Landwirtschaftslobby: Kriminalisierung der Tierschützer

Doch auch die Vertreter der Agrarindustrie und der konservativen Kreise reagierten rasch auf die schrecklichen Bilder. Sie verklagten die Tierechtsaktivisten wegen Rufschädigung der Branche sowie wegen Verletzung der Eigentums- und Persönlichkeitsrechte der Betreiber und versuchten sie mit zahlreichen weiteren Massnahmen auszubremsen. Rund ein Dutzend der 50 US-Bundesstaaten haben Gesetzesentwürfe ausgearbeitet, die nicht nur die Hersteller solcher Videos kriminalisieren sollen, sondern auch die Medien und Tierschutzorganisationen, die diese Filme ausstrahlen.

Neues Gesetz bereits in drei Bundesstaaten in Kraft

Die Bundesstaaten Iowa, Missouri und Utah haben ein entsprechendes Gesetz bereits 2012 verabschiedet. Es sieht für Aktivisten, die sich um eine Stelle in einem Zuchtbetrieb bewerben, ohne ihre Verbindung zu einer Tierschutzorganisation offenzulegen, eine Freiheitsstrafe von bis zu einem Jahr und eine Geldstrafe von 1500 Dollar vor. Die Bundesstaaten New Hampshire, New Mexico und Wyoming haben die Prüfung des Gesetzes aufgrund der starken Opposition von Tierschützern und amtlichen Stellen für Lebensmittelhygiene zwar vorläufig auf Eis gelegt, in Indiana, Kalifornien, Nebraska, Pennsylvania, Tennessee, Vermont und Arkansas stehen die Gesetzesvorlagen aber immer noch auf der Agenda. Einige Medien stellen sich auf die Seite der Gesetzesgegner, allen voran die renommierte *New York Times*, die sich in der Ausgabe vom 9. April 2013 folgendermassen zu den neuen Gesetzen äusserte: «*Ihr einziger Zweck ist es, die Konsumenten im Dunkeln zu lassen und sicherzustellen, dass sie so wenig wie möglich über die makabren Details der Massentierzucht erfahren. Die Gesetzesvorlagen werden durch intensives Lobbying der Agrarindustrie gepusht. [...] Was wir stattdessen brauchen, sind Gesetze, [...] die uns das Recht garantieren, über die Methoden der Nahrungsmittelproduktion Bescheid zu wissen.*»

Villeneuve – Freiburg

Blindlings erteilte Jagdbewilligung

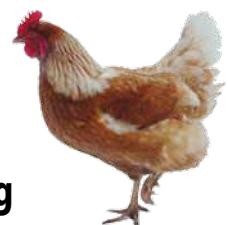
6. Oktober 2012. Ein sechzigjähriger Mann, der aus einem Feld heraustrat, wurde von einem Jäger schwer verletzt, der ihn für ein Wildschwein hielt. Fünf Monate später berichtete der Mann, bereits ein Dutzend Operationen überstanden zu haben und unter Spätfolgen der Verletzungen zu leiden. Die Behörden liessen verlauten, immer noch keine strafrechtlichen Sanktionen ergriffen zu haben. Der Jäger seinerseits focht den Entscheid eines Staatsanwalts an, der ihm seine Jagdbewilligung während fünf Jahren entziehen wollte. „*Fünf Jahre ist lang. Ich habe von Entzügen während zwei bis drei Jahren gehört. Hier möchte man aber ein Exempel statuieren*“, erklärte er.



22. März 2013. Gute Nachricht für diejenigen, die den Finger gerne am Abzug haben. Das Polizeiengericht der Broye gab dem Jäger die Jagdbewilligung zurück und verurteilte den Kanton Freiburg zudem zu einer Entschädigung. Nach Ansicht des Gerichtspräsidenten verstieß eine solche Sanktion gegen die Unschuldsvermutung gegenüber dem Jäger, da die Ermittlungen noch nicht abgeschlossen waren. Zudem sei nicht der Staatsanwalt dafür zuständig, die Jagdbewilligung zu entziehen. „*Er hat eine Strafe erfunden, die es nicht gibt. Statt das Gesetz anzuwenden, hat er sich zum Gesetzgeber erhoben*“, liess der Rechtsanwalt des Jägers verlauten.

25. April 2013

Griechenland und Italien wegen nicht artgerechter Haltung von Batteriehühnern vor Gericht geladen



Knapp ein Jahr nach dem Inkrafttreten der neuen Nomen, die zu einer Vergrösserung der Käfigflächen für Batteriehühner innerhalb der EU führten (siehe Zeitung Nr. 35 vom März 2012), geht die Europäische Kommission erstmals gegen Griechenland und Italien vor. Die beiden Länder werden vor Gericht geladen, weil sie die neuen Bestimmungen nicht eingehalten haben.

Die 1999 beschlossene Verbesserung, für deren Umsetzung die Mitgliedstaaten zwölf Jahre Zeit hatten, war nur geringfügig: die Mindestfläche eines A4-Blattes die jedem Huhn zur Verfügung stand, wurde um die Grösse einer kleinen Postkarte erhöht (750 cm²).

Edito



Cari Soci, Cari amici e care amiche della Lega,

In questo numero, potrete prendere visione, alle pagine 33 e 34, del verbale dell'Assemblea generale della Lega svoltasi il 23 marzo 2013, nonchè dei rapporti della Tesoriera e dei revisori dei conti.

Dopo i cantoni di Soletta, Basilea, Argovia e Ticino, abbiamo previsto diverse azioni nel cantone di Friburgo nei prossimi mesi. Ancora una volta si tratta di un'autorità cantonale che per la propria tranquillità infrange certe disposizioni legali. Nulla di veramente nuovo. Il cantone di Friburgo svolge, in seno alla sua università, numerosi esperimenti su animali, tra cui scimmie. La ditta farmaceutica Novartis effettua ogni anno centinaia di esperimenti su cani e gatti nel comune di Saint-Aubin.

Dobbiamo agire affinchè rappresentanti di organizzazioni di protezione degli animali possano controllare gli esperimenti e la detenzione degli animali nella più totale indipendenza dall'autorità, come previsto dalla legge.

Quanto alle azioni previste, invitiamo tutti i nostri soci domiciliati nel cantone di Friburgo a firmare la petizione pubblicata a pagina 35.

Fatela firmare ai vostri amici e conoscenti, ed a tutte le persone domiciliate in questo cantone. Grazie !

Abbiamo tre mesi per raccogliere il maggior numero possibile di firme. La petizione sarà depositata il prossimo settembre all'attenzione del Gran Consiglio friborghese.

Ogni firma conta. Nessuna azione è inutile. Anche se non otteniamo soddisfazione in tutti i casi denunciati, ogni azione portata avanti contribuisce ad aprire il varco alle vittorie future. Grazie a tutte e tutti per il vostro aiuto !

Vi auguriamo una bella estate e vi inviamo i nostri saluti più calorosi.

Il Comitato

Vietata la vendita di cosmetici testati sugli animali nell'Ue

Segue da pagina 1



Ventata di panico

Chi credeva veramente a questo divieto? Era da così tanto tempo che le industrie cosmetiche facevano di tutto e di più per rimandare il divieto di almeno dieci anni che la maggior parte di noi si aspettava di veder spuntare un ennesimo emendamento all'ultimo minuto per soddisfare le loro rivendicazioni. Ma una volta tanto, non è successo niente di tutto ciò. Sorprendentemente gli animali non passeranno per l'ennesima volta dopo gli interessi dei lobby industriali.

In questi ultimi mesi, parecchi parlamentari non nascondevano la loro esasperazione e sembravano favorevoli a chiudere l'argomento una volta per tutte, per non essere più disturbati da una tematica di così scarsa importanza. Si dice peraltro che il Commissario europeo Tonio Borg, incaricato di questo dossier, abbia deciso di mantenere il divieto per via delle pressioni aggressive ed incessanti degli ambienti cosmetici nei suoi confronti.

Scarso coinvolgimento della Commissione europea

A sua volta sotto pressione, la Commissione è stata costretta bene o male a trovare una porta d'uscita per gli industriali. L'11 marzo 2013, giorno dell'entrata in vigore del divieto, cerca di aprire il varco ad ogni tipo di eccezione tramite comunicati stampa all'attenzione del Parlamento europeo e del Consiglio dell'Unione europea.

Per fare bella figura, la Commissione richiama in preambolo che è perchè le industrie cosmetiche hanno dovuto far fronte ad un possibile divieto che hanno sviluppato strumenti atti a sostituire gli animali in numerose procedure di test. Prosegue, lucida: « Qualsiasi modifica del divieto di immissione sul mercato del 2013 potrebbe avere serie conseguenze sulla volontà delle parti interessate di mettere rapidamente a punto altri metodi sperimentali. »

« Le ricadute si fanno sentire al di là del settore dei prodotti cosmetici: l'obiettivo è elaborare strategie che consentano di disporre di strumenti più performanti, più predittivi, più rapidi ed anche meno costosi per valutare l'innocuità delle sostanze chimiche per i consumatori. Sfruttare a pieno le possibilità offerte dai metodi sostitutivi della sperimentazione animale sarà un'impresa ambiziosa che esigerà una cambiamento di mentalità da parte di tutte le parti coinvolte. »

Dopo queste dichiarazioni piene di buon senso, si passa alla soluzione del problema: « Attualmente non esiste una giurisprudenza della Corte di giustizia dell'Unione europea relativamente al modo di interpretare il campo di applicazione del divieto di immissione sul mercato del 2013. La Commissione fa presente che la Corte è l'unica istanza abilitata a dare un'interpretazione legalmente vincolante del diritto dell'Unione. La Commissione, sotto il controllo della Corte, vigilerà l'attuazione del divieto di immissione sul mercato del 2013. A tal fine la Commissione si baserà sull'interpretazione che dà attualmente della portata del divieto (...) Nella pratica, l'attuazione del divieto di immissione sul mercato continuerà a dipendere da una decisione che l'autorità competente dello Stato membro interessato prenderà caso per caso (...) La maggior parte degli ingredienti utilizzati per i prodotti cosmetici sono ingredienti uti-

IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Indirizzo: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12. **Quota annua dei Soci :** Minimo CHF 15.--

CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX



lizzati anche in numerosi altri prodotti di largo consumo e prodotti industriali, come i prodotti farmaceutici, i detergenti ed i prodotti alimentari, e la sperimentazione animale può rivelarsi necessaria per garantire la conformità di questi prodotti al quadro legale loro applicabile. In generale, anche gli ingredienti utilizzati nei prodotti cosmetici sono assoggettati alle disposizioni orizzontali del regolamento REACH e può rivelarsi necessario fare ricorso alla sperimentazione animale per completare i dossier, qualora non esistesse alcun'altra soluzione. Spetta pertanto agli Stati membri valutare e decidere se la sperimentazione animale realizzata in base ad altre legislazioni deve essere considerata facente capo al divieto di immissione sul mercato del 2013. (...)

La Commissione ritiene che la sperimentazione animale chiaramente motivata dall'osservanza di legislazioni non applicabili ai prodotti cosmetici non dovrebbe essere considerata come realizzata « al fine di soddisfare i requisiti del presente regolamento ». I dati risultanti da sperimentazioni sugli animali effettuate in questo contesto non dovrebbero generare il divieto di immissione sul mercato dei prodotti cosmetici in questione e pertanto dovrebbero servire alla valutazione della sicurezza di questi prodotti. (...) »

Un divieto svuotato di senso?

La Commissione ha un bel voler prendere i desideri per realtà, ma il suo potere in questo ambito rimane piuttosto limitato. Fa presente però un fatto incontestabile : il regolamento cosmetici consente una lettura ampia delle sue prescrizioni. Ed in assenza di giurisprudenza, ciascuno può interpretarlo come vuole.

Quale sarà la decisione della Corte di giustizia ? E' troppo presto per rispondere ma quando diversi testi di legge si incrociano, si deve stabilire una gerarchia ed in questo caso, il regolamento REACH, data la sua importanza nel settore della pubblica sanità, sarà sicuramente prevalente sul regolamento cosmetici.

Dobbiamo dunque condannare questo nuovo regolamento per via dell'incapacità di mantenere le promesse? No, anzi, dobbiamo rallegrarci che un testo innovativo sia riuscito ad arrivare al termine. Che sia attaccato dagli industriali, era scontato. Sembra anche momentaneamente neutralizzato e svuotato della sua sostanza. E allora? Non è certo il momento di abbassare le braccia. Agendo così si aprirebbe una via maestra a tutti coloro che si adoperano perché si continui a svolgere sperimentazioni animali, ritenute utili per dimostrare l'innocuità di una sostanza pericolosa e che nel contempo consente loro di tutelarsi contro qualsiasi tipo di coinvolgimento in caso di pregiudizio della salute dei consumatori.

Funzionamento dell'Ue



Per capire la cronistoria della direttiva cosmetici e la sua attuazione, è sicuramente utile conoscere il funzionamento dell'Unione europea sul piano legislativo. L'Unione europea comporta tre organi istituzionali: il **Parlamento**, il **Consiglio** e la **Commissione**.

Il Parlamento europeo e il Consiglio dell'Unione europea (o Consiglio dei Ministri) sono i due poteri legislativi dell'Ue (si riscontrano alcune somiglianze con le nostre due camere federali, il Consiglio nazionale ed il Consiglio degli Stati).

Il Parlamento è composto da 754 deputati (751 a partire dal 2014) provenienti dai 27 Stati dell'Ue eletti ogni cinque anni col suffragio universale diretto. La sua sede è a Strasburgo (F) dove si tengono le sedute plenarie. Le 20 commissioni parlamentari si riuniscono invece a Bruxelles, in prossimità del Consiglio.

Il Consiglio riunisce i ministri degli Stati membri dell'Ue in base all'ordine del giorno di ogni riunione. La presidenza del Consiglio viene esercitata a turno da ogni Stato membro per sei mesi.

Il Parlamento ed il Consiglio si pronunciano su un certo numero di oggetti comuni (adozione della legge finanziaria, regolamenti, direttive ecc.), ma il Consiglio ha poteri legislativi più ampi in quanto è l'unico a votare tutte le leggi. Il Parlamento ed il Consiglio non possono essere all'origine di leggi, in quanto questo potere è riservato alla Commissione.

La Commissione europea è composta da 27 commissari, ossia un rappresentante per ogni Stato membro. Il Consiglio propone al Parlamento un candidato alla presidenza della commissione. Una volta eletto dal Parlamento, il Consiglio partecipa insieme al Presidente alla scelta degli altri 26 commissari e procede alla loro nomina per un mandato di 5 anni. La sede della Commissione è situata a Bruxelles. La Commissione ha il diritto di iniziativa: può proporre testi di legge per adozione da parte del Parlamento e del Consiglio.

Quando una legislazione è stata adottata, la Commissione ne vigila la corretta attuazione da parte degli Stati membri dell'Ue.

Attuazione delle decisioni

Il diritto europeo è costituito dal diritto « primario » e dal diritto « derivato ». I trattati (diritto primario) costituiscono la base sulla quale l'Unione europea fonda tutta la sua azione. I regolamenti, le direttive e decisioni (diritto derivato) scaturiscono dai principi ed obiettivi definiti nei trattati.

I regolamenti e le decisioni sono direttamente applicabili. Le direttive indicano unicamente il risultato desiderato, e lasciano i paesi dell'Ue liberi di scegliere gli strumenti normativi che consentono di raggiungere questo risultato entro il termine fissato.

Gli Stati membri dell'Ue sono incaricati di attuare la legislazione europea sui loro territori rispettivi. La Commissione vigila al corretto funzionamento della procedura. Può intervenire se un paese dell'Ue omette di comunicare le misure che ha adottato per recepire le direttive dell'Ue nella sua legislazione nazionale; o se è sospettato di inosservanza dei trattati, regolamenti o direttive dell'Ue.

La Commissione prende anzitutto contatto con le autorità nazionali. Se non si individua alcuna soluzione idonea, può:

- aprire ufficialmente una procedura di infrazione, inviando una « lettera di messa in mera », poi un « parere motivato »;
- proporre un ricorso per inadempimento alla Corte di giustizia dell'Unione europea affinché prenda una decisione;
- chiedere alla Corte di giustizia di imporre sanzioni finanziarie (se le autorità nazionali non si conformano alla sua decisione), fino alla riparazione integrale dell'infrazione.

Breve quadro della situazione cosmetici nell'Ue

La legislazione europea vieta, a partire dall'11 marzo 2013 e sul territorio degli Stati membri dell'Ue, la commercializzazione di tutti i prodotti cosmetici per i quali sono state effettuate sperimentazioni animali.

Il divieto è valido anche per le sostanze che compongono il prodotto, a prescindere dal paese in cui sono stati svolti i test sugli animali.

Tutti i test sugli animali per i cosmetici hanno potuto essere stati sostituiti?

No, vi sono ancora tre test per i quali non è ancora disponibile alcun metodo di sostituzione. Si tratta dei test di tossicità delle dosi ripetute, di tossicità per la riproduzione e di tossicocinetica.

I cosmetici venduti nell'Ue saranno meno sicuri per la salute?

No, una sostanza di cui non si è potuto dimostrare l'innocuità non sarà autorizzata ad entrare nella composizione di un prodotto. Poichè numerosi test sugli animali apportano soltanto dati estimativi sul potenziale tossico di una sostanza, il ricorso esclusivo a test in vitro o in silico più sicuri, garantirà al contrario una migliore sicurezza per i consumatori.

Chi controllerà che il divieto è realmente rispettato?

La normativa cosmetici impone alla « persona responsabile » di garantire l'osservanza delle prescrizioni legali. Impone peraltro alle autorità competenti di adottare tutte le misure idonee a garantirne l'osservanza ed esige dagli Stati membri che attuino sanzioni effettive, proporzionate e dissuasive in caso di inosservanza di dette prescrizioni.



Com'è possibile per le autorità sapere se una sostanza è stata testata su animali?

La documentazione informativa sul prodotto è il principale strumento di controllo. Deve comportare « i dati relativi alle sperimentazioni animali svolte dal fabbricante, dai suoi agenti o fornitori, e relative allo sviluppo o alla valutazione della sicurezza del prodotto cosmetico o dei suoi ingredienti, compresa qualsiasi sperimentazione animale realizzata per soddisfare i requisiti legislativi o normativi di paesi terzi ».

Deve inoltre riferirsi al rapporto sulla sicurezza del prodotto che deve includere dati sul profilo tossicologico delle sostanze ed indicarne chiaramente le fonti. Sulla base di queste informazioni, le autorità competenti potranno determinare se la valutazione della sicurezza del prodotto fa capo a dati provenienti dalla sperimentazione animale.

I cosmetici commercializzati in seno all'Ue a partire dal 2013 saranno garantiti senza sperimentazione animale?

No. Si dovrà aspettare un certo tempo prima che tutti gli Stati attuino queste nuove prescrizioni, malgrado l'obbligo di farlo a partire dall'11 luglio 2013.

Per di più queste prescrizioni si applicano soltanto alle nuove sostanze prodotte a fini cosmetici. Tutti i prodotti ed ingredienti sperimentati sugli animali prima del 2013 contin-

ueranno ad essere commercializzati, senza che il consumatore abbia la minima possibilità di distinguergli.

Infine, molto probabilmente si potrà continuare ad includere una sostanza sperimentata sugli animali se questi test non sono stati realizzati soltanto a fini cosmetici. Questa eccezione riguarda di fatto gran parte delle sostanze che compongono un prodotto, generalmente sviluppate anche a fini medici, alimentari o industriali. Questa possibilità dipenderà dalla decisione della Corte di giustizia dell'Ue che dovrà pronunciarsi sull'applicazione del regolamento.

Come essere sicuri che il prodotto cosmetico che acquistiamo non è stato oggetto di sperimentazioni animali?

Certe marche di cosmetici rinunciano totalmente a praticare test sugli animali. Queste marche, che portano il marchio HCS in Europa, accettano audit effettuati da un organismo indipendente che controlla l'origine ed i fornitori delle sostanze che entrano nella composizione dei loro prodotti.

Le semplici dichiarazioni di intenzione dei fabbricanti di cosmetici sono spesso menzognere e non verificabili motivo per cui la LSCV incoraggia l'acquisto di prodotti con il marchio HCS, fintanto che la situazione europea e svizzera non offre alcuna garanzia sull'effettiva inesistenza di test sugli animali per la fabbricazione dei cosmetici.

A proposito del regolamento UE sui cosmetici

Il regolamento (CE) n°1223/2009 sui cosmetici abroga e sostituisce la direttiva 76/768/CEE. Contiene le stesse disposizioni direttamente applicabili in tutti gli Stati membri a partire dall'11 luglio 2013.

Diversamente da una direttiva, un regolamento sancisce prescrizioni chiare e dettagliate che non lasciano spazio a divergenze nel recepimento dello stesso da parte degli Stati membri. Il regolamento garantisce che le prescrizioni giuridiche siano attuate contemporaneamente in tutta l'UE.

In base al Regolamento 1223/2009, la sperimentazione animale deve essere sostituita da metodi alternativi. Vieta che vengano svolti esperimenti sugli animali in tutta l'Unione europea per :

- 1) prodotti finiti,
- 2) ingredienti o abbinamenti di ingredienti.

Il Regolamento vieta inoltre l'immissione sul mercato dell'Unione europea :

- 1) dei prodotti la cui formulazione finale è stata oggetto di una sperimentazione animale;
- 2) dei prodotti contenenti ingredienti o abbinamenti di ingredienti, che sono stati oggetto di una sperimentazione animale.

In circostanze eccezionali, uno Stato membro può chiedere alla Commissione di concedere una deroga, previa consultazione del Comitato scientifico per la sicurezza dei consumatori (CSSC), se un ingrediente di grande consumo e insostituibile, desta gravi preoccupazioni.



La Svizzera, piccola oasi preservata dal divieto !

La normativa europea avrà forse tanti difetti, però ha almeno il pregio di esistere. A questo livello, il nostro paese sembra molto indietro rispetto all'UE.

Le marche di cosmetici che si vedranno vietare la commercializzazione di alcuni loro prodotti potranno continuare a venderli tranquillamente sul mercato svizzero.

A meno che la pressione pubblica sia sufficiente per incoraggiare il Consiglio federale ad emanare rapidamente nuove disposizioni intese a vietare la commercializzazione di prodotti cosmetici per i quali sono stati effettuati esperimenti sugli animali.

Un primo oggetto all'attenzione del Consiglio federale è stato depositato in Parlamento l'indomani del divieto europeo. Un calorosissimo ringraziamento alla Consigliera nazionale zurighese Rosmarie Quadranti (PDB) per la sua interpellazione (vedi qui accanto). Speriamo che tanti altri parlamentari sosterranno a loro volta il divieto drastico di tutti i test sugli animali per i prodotti cosmetici.



I laboratori in Svizzera come Harlan, specializzati nell'esecuzione di test tossicità su animali per conto di ditte chimiche, farmaceutiche o cosmetiche, non sono certamente sul punto di chiudere i battenti.



Manifestazione di Tierrechtsgruppe Zürich il 28 novembre 2012 davanti al laboratorio Harlan a Itingen (BL)

13.3060 - Interpellanza - Sperimentazioni di ingredienti cosmetici sugli animali



Data del deposito : 12.03.2013

Depositato in : Consiglio nazionale

Stato attuale : Non ancora trattato

Depositato da : Quadranti Rosmarie
Nationalrätin Kanton Zürich (BDP) PDB

http://www.parlament.ch/i/suche/pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20133060

Testo depositato

Il Consiglio federale è pregato di rispondere alle domande seguenti:

- Perché ha rinunciato a tutt'oggi a dichiarare inammissibili le sperimentazioni di ingredienti e prodotti cosmetici finiti sugli animali?
- Tenuto conto del mutato contesto normativo nell'UE, come può la Svizzera dotarsi il più rapidamente possibile di un divieto per queste sperimentazioni?
- Come si può evitare che la Svizzera diventi nel frattempo un porto franco in Europa per test cosmetici sugli animali?

Motivazione

La Svizzera possiede una delle legislazioni più avanzate in materia di protezione degli animali. È pertanto un'incongruenza che il nostro Paese presenti una lacuna proprio in un ambito riguardo al quale vi è un ampio consenso sociale: i test cosmetici non costituiscono un motivo sufficiente per effettuare esperimenti sugli animali e pertanto la ponderazione degli interessi prescritta dalla legge dovrebbe far pendere chiaramente l'ago della bilancia verso la rinuncia alle sperimentazioni e un impiego oculato degli animali da laboratorio.

Vi è inoltre il rischio che, grazie alla sua legislazione, la Svizzera diventi un porto franco per queste sperimentazioni e che aumentino i mandati di ditte extraeuropee interessate.

L'11 marzo 2013 entra in vigore il divieto assoluto delle sperimentazioni di ingredienti e prodotti cosmetici finiti sugli animali previsto dalla direttiva UE sui prodotti cosmetici. In Germania questo genere di esperimenti è addirittura vietato esplicitamente dal 1998. In Svizzera viene così a crearsi una lacuna nella protezione degli animali rispetto all'UE.

Secondo l'articolo 19 capoverso 3 della legge federale sulla protezione degli animali, il Consiglio federale può dichiarare inammissibili determinati scopi perseguiti con gli esperimenti. Finora però non lo ha fatto per le sperimentazioni di prodotti cosmetici sugli animali. Secondo le direttive dell'Ufficio federale di veterinaria concernenti la domanda di autorizzazione e il rilascio di autorizzazioni per esperimenti sugli animali ai fini del controllo dell'innocuità di sostanze e prodotti (direttiva sulla tossicità), le domande per il controllo di cosmetici non devono di norma essere approvate. Tuttavia questa disposizione si applica soltanto ai prodotti finiti. Quindi in Svizzera, contrariamente all'UE, potrebbero per esempio essere ammessi i test di nuove sostanze di base per cosmetici. Che in questo modo non sia garantita una protezione adeguata degli animali da laboratorio lo si è constatato nei test di tossicità per i filtri UV condotti sui ratti nel 2010 e 2011, molto criticati da più parti.

Resoconto della riunione dell'ECEAE a Dublino dal 6 all'8 marzo 2013

Maja Schmid ha rappresentato la LSCV alla riunione della Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE), svoltasi a Dublino, capitale dell'Irlanda.

6 marzo 2013 - Nuove adesioni e happening per l'entrata in vigore della Direttiva cosmetici

Sono stati presentati i conti e sono state ridiscusse le regole vigenti per aderire alla Coalizione. La Società Protettrice degli Animali della Slovenia ha presentato una domanda di adesione poi ha attivamente partecipato alle tre giornate di riunioni.

Per segnare l'entrata in vigore del divieto di importazione e fabbricazione di prodotti cosmetici testati sugli animali in seno all'Unione europea a partire dall'11 marzo 2013, i membri dell'ECEAE si sono recati al Parlamento irlandese. Un dolce decorato con il logo del Coniglio utilizzato durante la campagna «cosmetici senza crudeltà» e ornato di 24 candele, una per ogni anno di attesa di questo divieto, è stato offerto a Barbara Nolan, capo della rappresentanza della Commissione europea a Dublino. Questo dolce, interamente vegan, era stato specialmente confezionato da un socio della Irish Anti-Vivisection Society (associazione irlandese contro la vivisezione), che presiedeva all'organizzazione di questa riunione.



7 marzo 2013 - HCS, Botox, REACH

Si è discusso dell'interesse di mantenere il marchio HCS (Humane Cosmetics Standard) dopo l'entrata in vigore della Direttiva cosmetici. L'attuazione effettiva del divieto non è garantita e certe grandi marche dell'industria cosmetica vogliono poter utilizzare ingredienti sperimentati sugli animali se queste sostanze sono state testate per altre applicazioni, per esempio mediche o chimiche. Si è deciso di proseguire la gestione del marchio HCS fintanto che i cosmetici commercializzati nell'Ue non garantiscono che nessun test è stato realizzato sugli animali.

In seguito al successo riscontrato dal primo «Botox-Day» nel luglio 2012, si prevede di allestire azioni dello stesso tipo. La tossina botulinica, utilizzata per la fabbricazione del Botox, è uno dei veleni più mortali la cui tossicità deve essere testata su topi e questo per ogni lotto. Benché il fabbricante Allergan sia riuscito a sostituire gran parte dei test sugli animali mediante un metodo in vitro, il proseguimento dei test in vivo da parte degli altri fabbricanti, Merz e Ipsen, è preoccupante. Due ricercatori del Politecnico federale di Zurigo (ETH) hanno messo a punto un metodo per testare la tossina botulinica su liposomi con metodo per fluorescenza¹. Se l'industria farmaceutica manifesta interesse e se le istanze regolamentari convalidano questo metodo sostitutivo, sarà possibile evitare una morte atroce a mezzo milione di topi ogni anno.



Barbara Nolan ed i rappresentanti di 13 nazioni membro dell'ECEAE : Germania (DTB, DAAE), Inghilterra (BUAV), Belgio (GAIA), Croazia (Animal Friends Croatia), Danimarca (LFV), Spagna (ADDA), Finlandia (Animalia), Paesi Bassi (EDEV), Irlanda (IAVS), Portogallo (Animal), Slovenia (APSL), Svezia (Djurens Ratt), Svizzera (LSCV)

A proposito della tossina botulinica

Dagli anni 1980, questa neurotossina è utilizzata in numerosi preparati medici volti a trattare le emicranie, lo strabismo, la sudorazione eccessiva e diverse altre patologie croniche. Dagli anni 1990, è utilizzata anche per il trattamento antirughe. In questo campo, la sua utilizzazione è esponenziale, malgrado le mostruose sofferenze inflitte agli animali per la sua fabbricazione.

Poiché la tossina è prodotta naturalmente da batteri, la sua concentrazione e la sua attività non sono costanti. Pertanto vige l'obbligo legale di testare ogni lotto di tossina botulinica mediante il test della DL50 (dose letale a 50%), che consiste nel somministrare la sostanza ad un gruppo di animali fino a quando il 50% di essi muore.

Nel caso di questa tossina, l'agonia dei topi può durare fino a 4 giorni. Si stima a 500'000 il numero di topi utilizzati ogni anno dall'industria farmaceutica per testare i lotti di tossina botulinica con il test della DL50.



Il programma europeo REACH² esige che si valuti la tossicità di migliaia di sostanze chimiche. Il regolamento specifica chiaramente che l'esecuzione di test su animali deve essere l'ultimo ricorso. Ciò malgrado, migliaia di animali sono utilizzati ogni giorno per numerosi studi superflui, come lo dimostrano i dossier che sono stati studiati da un tossicologo dell'associazione Medici contro la Sperimentazione Animale (Ärzte gegen Tierversuche) e l'ECEAE. Le ditte chimiche inoltre regolarmente richiedono sperimentazioni di sostanze su animali senza nemmeno proporre o cercare un'alternativa. L'ECEAE è riuscita ad opporsi a diverse domande, o dimostrando l'inutilità dei test in vivo, o consentendo di ridurre considerevolmente il numero di animali previsto.

8 marzo 2013 – Trasporto di scimmie da parte di Air France

Le compagnie Air France, KLM, Vietnam Airlines, Air India e China Southern Airlines sono tuttora al centro di una campagna di protesta per via dei trasporti di scimmie che effettuano a destinazione di laboratori nel mondo intero. Air France è il principale trasportatore di scimmie per i laboratori europei e l'ECEAE fa campagna contro questa ditta. Molte compagnie aeree hanno posto termine a questo commercio sotto la pressione del pubblico e degli organismi di protezione degli animali. Due siti Internet - www.gatewaytohell.net e www.airsouffrance.fr - possono essere consultati per informarsi e prendere visione delle future azioni.



¹ Un liposoma è una vescicola artificiale formata da doppi strati di fosfolipidi, che racchiudono un nucleo di soluzione acquosa. Nel caso del test messo a punto dall'ETH, questa membrana lipidica imita le estremità delle cellule nervose e la tossina botulinica si fissa al suo specifico recettore. Con l'acidificazione della cellula, la colorazione di una proteina fornisce informazioni sulla concentrazione della tossina.

² Il programma REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) riguarda il regolamento dello stesso nome, adottato dal Parlamento europeo il 18 dicembre 2006 ed entrato in vigore il 1° giugno 2007. Mira a valutare la tossicità delle sostanze chimiche immesse sul mercato europeo, la cui importazione o produzione supera la tonnellata all'anno.

Ticino: il procuratore rifiuta di istruire la nostra denuncia

Assoluzione di autorità



L'articolo 28, cpv. 3 della Legge federale sulla protezione degli animali (LPAn) è chiaro: Chiunque, per omissione o in altro modo, intenzionalmente o per negligenza, contravvenga alla presente legge è punito con la multa.

Da anni, il veterinario cantonale ticinese Tullio Vanzetti violava le disposizioni legali dirigendo la commissione ticinese sulla sperimentazione animale, presunta « indipendente dall'autorità ». Dei cinque componenti della commissione, tre facevano parte del Dipartimento cantonale incaricato del settore della sperimentazione animale. Tullio Vanzetti era addirittura il presidente di questa commissione. In materia di indipendenza, ci si può aspettare di meglio.

Davanti all'accanimento del veterinario cantonale ad aggrapparsi alla presidenza della sua commissione, è stata indetta una campagna stampa che lo estrometteva una volta per tutte nel settembre 2012.

Poi di fronte alla sua insistenza a manovrare dietro le quinte per ricomporre una commissione consona ai suoi interessi, la LSCV l'ha penalmente denunciato al pubblico ministero di Lugano il 5 novembre 2012 (vedi giornale n° 38 di dicembre 2012). La denuncia mirava il veterinario cantonale per la sua nomina durante tutti questi anni in seno alla commissione, nonché tutte le persone che hanno violato le prescrizioni della LPAn.

Privilegio da padrone della procedura, il Procuratore generale decide di archiviare la denuncia. E' abbastanza semplice : in molti cantoni, un procuratore decide quali casi intende istruire o no. Per questo motivo il nostro avvocato aveva precisato, in una sua lettera, di voler essere informato della sua decisione, per poter agire di conseguenza.

Non avendo più notizie dalla procura, il nostro avvocato rilancia il pubblico Ministero che gli conferma finalmente il 21 gennaio 2013 di aver reso un'ordinanza di non entrata nel merito il 12 novembre 2012.

Comunicando la sua decisione due mesi dopo, il Procuratore generale si mette al riparo contro qualsiasi ricorso. E per giustificare il fatto di non aver comunicato per tempo la sua decisione, si trincera dietro il codice di procedura penale (CPP). L'articolo 115 sancisce che le persone lese sono quelle i cui diritti sono stati direttamente toccati da un reato. Per il Procuratore generale, non essendo la LSCV direttamente lesa dal reato, non era necessario informarci dell'abbandono della nostra denuncia. E' un modo di procedere patetico, ma nella misura in cui nessun responsabile ticinese aveva voglia di assumersi la responsabilità del pittoresco funzionamento di questa commissione cantonale, non si può dire che sia stata una sorpresa.

Il 1° febbraio 2013, il nostro avvocato ha inoltrato un ricorso presso La Corte dei reclami penali del Tribunale d'appello denunciando il procedimenti del procuratore.

Il ricorso è stato respinto il 5 febbraio. Per la Corte, la LSCV non aveva alcuna legittimazione ad essere informata dal pubblico ministero, in quanto non era direttamente lesa dalla situazione ticinese. La Corte sottolineava che nel caso denunciato, le infrazioni alla legislazione erano di interesse pubblico e non privato.

Era dunque proprio l'interesse pubblico che giustificava che si insabbiasse il più rapidamente possibile tutto questo affare che non avrebbe mai dovuto essere denunciato. Viva la giustizia!



Come fa il Ticino ad autorizzare l'utilizzazione di diverse decine di migliaia di animali ogni anno soltanto per qualche decina di esperimenti? Nel 2011, con 33 esperimenti in corso, questo cantone ha utilizzato 38'394 animali, corrispondente ad una media di 1'163 animali per esperimento ! Se si paragonano queste cifre ai cantoni che presentano la stessa configurazione (ditte farmaceutiche ed istituti di ricerca pubblici), il cantone di Vaud con 606 esperimenti in corso ha utilizzato in media 121 animali per esperimento. Il cantone di Ginevra con 417 esperimenti ne ha utilizzati 125. Il cantone di Basilea Città, con la presenza di grosse ditte farmaceutiche e 726 esperimenti in corso, ne ha utilizzati 263.

La Svizzera continuerà ad importare pelli di rettili fatti a pezzi vivi

Il 6 ottobre 2010, la televisione svizzera tedesca ha diffuso la trasmissione «Rundschau» in cui si vedevano serpenti e lucertole uccisi in Indonesia, per la fabbricazione di cinturini d'orologio ed altri accessori di moda. Si vedevano serpenti vivi cui veniva strappata la pelle e lucertole con le zampe legate, rinchiusi in sacchi di plastica. Ogni anno, la Svizzera importa circa un milione di pelli di animali per la fabbricazione di borse, scarpe, cinturini di orologi e custodie per iPhone.



Il 17 dicembre 2010, sostenuta da 37 consiglieri nazionali, la CN Franziska Teuscher (Verdi, Berna) deposita la mozione 10.4104. Il Consiglio federale viene incaricato di modificare la legislazione in modo da vietare qualsiasi importazione di pelli di rettili provenienti da animali catturati, detenuti o uccisi in condizioni crudeli.

Il 2 febbraio 2011, il Consiglio federale propone di respingere la mozione sostenendo che un divieto «non sarebbe il mezzo idoneo per trattare la problematica».

Il Consiglio federale privilegia la propria «influenza» presso gli organismi internazionali. «In un primo tempo, la Svizzera ha informato il Segretariato CITES¹ pregandola di esigere dalle autorità indonesiane che prendano posizione su questo caso. Peraltra la Svizzera ha segnalato la situazione in Indonesia all'Organizzazione mondiale della salute animale (OIE) ed ha chiesto a questa organizzazione di elaborare norme di protezione degli animali applicabili al trasporto ed all'uccisione dei rettili valide per tutto il pianeta. Il direttore dell'OIE ha già risposto alla Svizzera che il gruppo di lavoro dell'OIE sul benessere dell'animale adotterà questa tematica nei suoi lavori». In conclusione, il Consiglio federale ritiene che questi provvedimenti saranno maggiormente in grado «di ottenere un miglioramento durevole della situazione». In poche parole, un miglioramento tra dieci anni, se tutto va bene.

¹ Il Segretariato CITES è l'autorità superiore in materia di controllo del commercio internazionale di specie animali e vegetali protette. È stato istituito dalla Convenzione sul commercio internazionale delle specie di fauna e flora selvatiche minacciate di estinzione (CITES)

Per finire, 18 voti in favore della mozione e 18 contrari. Il Presidente del CS Filippo Lombardi (PDC, TI) vota a sua volta contro la mozione che sarà definitivamente abbandonata.

Il 14 dicembre 2012, la consigliera nazionale Franziska Teuscher torna sull'argomento interrogando il Consiglio federale quanto agli interventi concreti effettuati dalla Svizzera a livello internazionale.

Il 13 febbraio 2013, il Consiglio federale risponde che un documento di conciliazione con raccomandazioni sull'uccisione dei rettili in condizioni decenti, elaborato dall'Ufficio federale di Veterinaria (UFV) è tuttora all'esame di un comitato di esperti. In caso di accettazione, queste raccomandazioni potrebbero «eventualmente» essere adottate dall'Organizzazione mondiale della sanità animale (OIE). Saranno peraltro sottoposte al gruppo di lavoro della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo (CNUCED) e successivamente alla CITES. «Dato che le sessioni della Conferenza degli Stati membri della CITES si svolgono soltanto ogni tre anni, la risoluzione non potrà essere adottata prima del 2016».

Il 25 aprile 2013, l'UFV ed il gruppo di esperti comunicano le loro raccomandazioni all'OIE. E poi? Niente. La Svizzera continua ad importare pelli di rettili fatti a pezzi vivi e non sembra disposta a porvi termine.

Divieto di importare prodotti derivati dalla foca

La Svizzera aspetterà

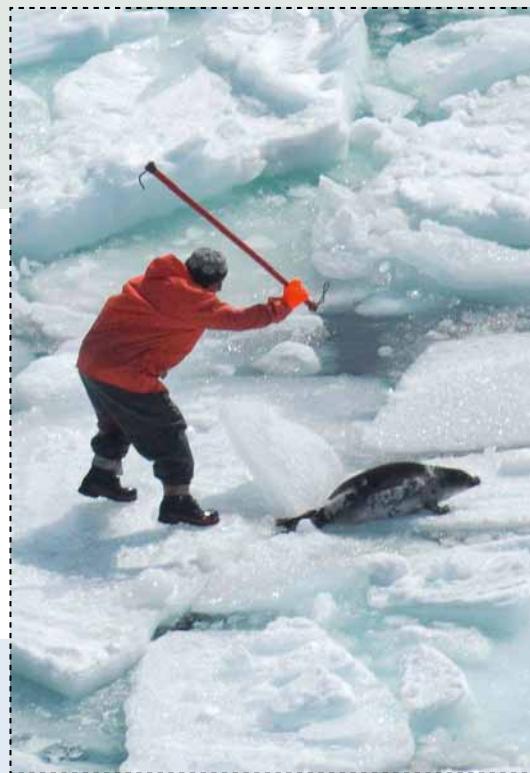
Altra risoluzione presa il 20 novembre 2012 dalla Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio degli Stati (CSEC-S) : non fare nulla in merito alla mozione 11.3635 «Divieto di importare prodotti derivati dalla foca», del CN Oskar Freysinger (UDC, VS) . Depositata il 16 giugno 2011, la mozione chiede che la Svizzera si allinei sulla normativa dell'Unione europea che vieta, dal 20 novembre 2009 in tutti gli Stati membri, l'importazione e l'esportazione di tutti i prodotti derivati dalla foca come pure il loro commercio, ad eccezione dei prodotti provenienti da forme di caccia tradizionali.

Il Canada e la Norvegia hanno presentato una

Scegliere gli eletti in Parlamento federale

Numerose proposte emesse dal Consiglio nazionale in favore di una migliore protezione degli animali sono regolarmente respinte dal Consiglio degli Stati. Eppure questa camera federale composta da 46 eletti (uno o due rappresentanti per cantone) ha lo stesso peso del Consiglio nazionale che ne conta 200.

Le elezioni per il rinnovo del Parlamento si svolgono ogni 4 anni ed è importante sostenere candidati dotati di empatia per la sofferenza animale. Tutti i partiti presentano candidati di questo tipo. Tocca dunque a noi fare la scelta giusta al momento di votare.



la decisione dell'OMC

denuncia contro questa misura presso l'Organizzazione mondiale del commercio (OMC). La denuncia è attualmente all'esame di un gruppo ad hoc dal 4 ottobre 2012.

La maggior parte dei membri della commissione riteneva importante prendere disposizioni per garantire l'attuazione di norme severe in materia di protezione degli animali, pur concludendo con il suo consueto coraggio e determinazione che è preferibile sospendere il trattamento della mozione fino a quando l'OMC non si sarà pronunciata definitivamente su questa denuncia. Prodotti provenienti da foche arpionate e fatte a pezzi vive potranno pertanto continuare ad essere commercializzati nel nostro paese.

Verbale dell'Assemblea generale della lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 23 marzo 2013 a Thônex, Ginevra

Membri del comitato presenti:

Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice-presidente), Maja Schmid (Tesoriera), Laurianne Parent (Segretaria del comitato), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

Membri del comitato assenti e scusati:

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

Apertura della seduta alle ore 14.00

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti
5. Ammissioni/Dimissioni
6. Varie

Apertura dell'assemblea generale

Il presidente apre la seduta e ringrazia i membri presenti. Annuncia che l'assemblea è legalmente costituita conformemente all'articolo 60 del codice civile svizzero ed allo statuto della lega. Non essendo pervenuta alcuna proposta scritta al comitato, l'assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale

Avendone preso visione nel giornale di giugno 2012, i membri presenti esonerano il presidente dalla sua lettura e l'accettano.

2. Rapporto 2012 del Presidente

Il Presidente annuncia che la Lega ha accolto 629 nuovi soci nel 2012, ciò che è sempre molto motivante e ritenuto un incoraggiamento a portare avanti le nostre azioni. L'attività 2013 conosce un buon inizio grazie al numero di nuove iscrizioni nonché sul piano finanziario. Dal 1984, la quota annua è di Fr. 15.- e lo resterà perché grazie ai vostri doni, quote di iscrizione, lasciti ed altri versamenti percepiti, non è necessario aumentarla. Sul piano europeo, il Presidente ricorda che il divieto della vendita di prodotti cosmetici testati sugli animali è entrata in vigore l'11 marzo 2013. La Svizzera, che ha sempre rifiutato di adottare disposizioni simili, dovrà prima o poi allinearsi sulla Direttiva europea. Una prima

battaglia è dunque stata vinta ma il problema dell'attuazione del divieto rimane immutato. Alcuni ingredienti continueranno ad essere testati su animali per questioni regolamentari, in quanto i metodi sostitutivi non sono ancora stati validati dalle autorità.

In conclusione del suo rapporto, il Presidente annuncia che al termine di 25 anni di presidenza, non desidera ripresentarsi per questo incarico in occasione del rinnovo del Comitato nel 2014. Chiede dunque di cominciare a riflettere alla sua successione.

3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti

Quest'anno, la Tesoriere si è recata a Neuchâtel per far controllare la contabilità ai revisori dei conti che sono tutti domiciliati in questo cantone. Ciò ha consentito loro di disporre di più tempo per procedere alle verifiche e fare domande relativamente alle spese.

Il Comitato ringrazia la signora Jonquille, contabile della Lega, per il suo eccellente lavoro. Maja Schmid dà lettura all'Assemblea del suo rapporto di Tesoriere. Sylvie Benoît dà poi lettura del rapporto dei Revisori dei conti (vedi Rapporto 2012 della Tesoriere e Rapporto 2012 dei Revisori dei conti).

4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti

Non essendovi domande quanto ai due Rapporti, il Presidente propone di votarne l'approvazione: Si all'unanimità.

5. Ammissioni/Dimissioni

Achim Z'Brun, che era incaricato dell'organizzazione degli stand informativi in tutta la Svizzera con il pulmino della Lega, ha posto termine alla sua attività. Il Comitato lo ringrazia per il lavoro svolto durante gli ultimi due anni. Questa attività può essere ripresa da chiunque sia interessato. Peraltro il pulmino è messo a disposizione di qualsiasi socio che desidera allestire stand.

6. Varie

La Tesoriera sottopone all'Assemblea una richiesta di fondi ricevuta dall'ECEAE (Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale), di cui fa parte la LSCV, nell'ambito del programma REACH. Diversi scienziati sono incaricati di esaminare i dossier presentati dalle industrie chimiche, quando per la registrazione dei prodotti si prevede di svolgere test di tossicità sugli animali. Il lavoro degli scienziati dell'ECEAE mira a contestare questi studi quando l'utilizzazione in vivo di animali non scaturisce da alcuna prescrizione legale. Diversi dossier sono già stati contestati con successo ciò che ha permesso di salvare la vita di migliaia di animali.

Il vice Presidente precisa che questo lavoro normalmente incombe alle autorità di ogni Stato membro dell'Ue, ma in realtà non viene fatto per mancanza di mezzi o di interessi. Dunque è importante che organizzazioni private come l'ECEAE si coinvolgano in questo settore.

Dopo discussione sullo svolgimento del programma REACH, l'Assemblea generalmente vota all'unanimità un contributo finanziario di 5'000.- euro per sostenere i lavori di questi scienziati.

Il Presidente si riferisce poi ad un problema connesso alla nomina dei due rappresentanti della protezione degli animali in seno alla Commissione sulla sperimentazione animale del cantone di Friburgo. Per evitare la nomina di un membro che non gli stava bene, il Consiglio di stato ha proceduto illegalmente alla nomina di un candidato sostenuto dal servizio veterinario cantonale. Il vice Presidente illustra le basi legali vigenti in questo cantone e comunica che un'avvocatessa a Friburgo è stata incaricata di esaminare le vie legali possibili per contestare la procedura e promuovere eventualmente un'azione legale. Il Comitato prevede inoltre di aprire un ufficio di rappresentanza nel centro di Friburgo per agire più efficacemente. L'apertura dell'ufficio mira peraltro a creare una dinamica con i soci friborghesi della Lega dai quali riceviamo regolarmente domande per aiutare ad allestire stand informativi o partecipare ad altre azioni.

Non essendovi più richieste di prendere la parola, il Presidente chiude l'Assemblea Generale alle ore 15.00 ed invita i presenti ad un bicchiere dell'amicizia.

Rapporto 2012 della Tesoriera

Signore e Signori, Cari Soci,

Anzitutto tengo a ringraziarvi per la vostra presenza alla nostra Assemblea Generale.

Avete potuto prendere visione dei nostri conti e del nostro bilancio per l'anno 2012, pubblicati sul numero di marzo 2013 del nostro giornale trimestrale.

L'anno finanziario 2012 si conclude con un utile netto di Fr. 40'272.94, grazie ai doni ed ai lasciti ricevuti dai nostri soci e donatori. Gli importi provenienti da volontà testamentarie, pur variando da un anno all'altro, rappresentano sempre una fonte importante di redditi per la Lega. Il nostro bilancio ci consente peraltro di mantenere la nostra quota di iscrizione annua ad un livello molto basso. Per vostra informazione, quest'ultima ha subito una correzione nel 1984 per passare da Fr. 10.- a Fr. 15.-. Malgrado un rincaro del 58.5% per il periodo dal 1984 al 2012, la quota di adesione è rimasta invariata.

Nel 2012 abbiamo speso Fr. 213'272.33 per le nostre diverse azioni, tra cui l'informazione sui metodi che non fanno ricorso agli animali, la pubblicazione di articoli su diversi organi di stampa relativamente alla sperimentazione animale e la pelliccia, le campagne anti-pelliccia e le sterilizzazioni e castrazioni di gatti nei cantoni di Ginevra e Neuchâtel.

La campagna di sterilizzazione che sosteniamo ogni anno è stata leggermente meno onerosa, in quanto non abbiamo ricevuto domande dal canton Ticino. 138 gatti si sono ritrovati con una libidine un po' diminuita !

Siamo stati molto spiacuti dalla partenza di Achim Z'Brun che per due anni ha tenuto stand per la Lega in tutta la Svizzera, utilizzando il nostro pulmino che abbiamo allestito ad hoc. Ora il pulmino è a disposizione di chiunque desideri allestire uno stand a nome nostro. Achim è partito verso altri orizzonti nell'ottobre 2012, a piedi e con uno zaino come unico bagaglio.

Ringraziamo la signora Jonquille, che per il quarto anno consecutivo ha gestito la contabilità ed il bilancio dei nostri conti. Grazie anche ai nostri revisori dei conti che hanno verificato le numerose pezze contabili del 2012.

Grazie ancora all'assemblea qui presente ed ad ogni socio di permettere alla Lega di intraprendere senza tregua azioni in favore dell'animale martire.

Maja Schmid
Tesoriera

Fatto a Ginevra, il 23 marzo 2013

Rapporto 2012 dei Revisori dei conti

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del Bilancio e del Conto profitti e perdite al 31 dicembre 2012.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della Lega svizzera contro la vivisezione e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, controllando le numerosissime pezze giustificative di cui abbiamo constatato la concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2012, con un utile netto di Fr. 40'272.94.

I revisori dei conti

**Oscar Appiani, Sylvie Benoît,
Michèle Loisel**

Colombier, 20 marzo 2013

Grazie a tutti i nostri soci friborghesi di firmare e far firmare la petizione qui appresso.

L'obiettivo è raccogliere le firme del maggior numero possibile di persone residenti nel cantone di Friburgo entro 3 mesi. Restituzione delle liste di firme: al più tardi il 10 settembre 2013. La petizione sarà poi consegnata alla commissione delle petizioni del Gran Consiglio friborghese.

Petizione



Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friburgo

Per una commissione friborghese sulla sperimentazione animale indipendente dall'autorità, secondo quanto predisposto dalla legislazione federale e cantonale

La legislazione federale (LPAn) impone ai cantoni che autorizzano sperimentazioni animali di istituire commissioni composte da specialisti, indipendenti dall'autorità, dai quali le organizzazioni di protezione degli animali sono adeguatamente rappresentate (art. 34 LPAn).

Il mandato di queste commissioni cantonali consiste nell'esaminare le domande di esperimenti animali inoltrate dai ricercatori, e ad emettere un preavviso all'attenzione del servizio veterinario (art. 18 LPAn). La commissione controlla peraltro gli esperimenti e la detenzione degli animali.

L'obiettivo di queste commissioni è vigilare a che l'autorità cantonale (il servizio veterinario) non rilasci autorizzazioni abusive per via di pressioni politiche o economiche, di con-

flitti di interessi, nè che chiuda gli occhi in caso di violazione delle disposizioni in materia di esecuzione degli esperimenti o di detenzione degli animali.

Il Consiglio di Stato elegge illegalmente un membro

In occasione della nomina dei membri della commissione il primo dicembre 2012, il Consiglio di Stato ha proceduto alla nomina illegale di un veterinario in qualità di « rappresentante della protezione degli animali », allorché non rappresenta alcuna organizzazione di questo tipo. La sua candidatura è stata presentata in seguito a quanto intrapreso dal servizio degli affari veterinari (SAAV) per impedire la nomina del candidato proposto dalle organizzazioni di protezione degli animali.

I sottoscritti firmatari della presente petizione chiedono al Gran Consiglio di respingere fermamente i metodi del SAAV. Chiediamo al Consiglio di Stato di invalidare la nomina messa in causa e di procedere immediatamente alla nomina del Dr André Ménache, la cui candidatura è stata presentata da un'organizzazione cantonale di protezione degli animali.

Chiediamo al Gran Consiglio di sostener le misure volte ad impedire la detenzione di animali e la pratica di sperimentazioni animali illegali in seno all'Università di Friburgo ed altri istituti pubblici e privati.

	Cognome, Nome	Indirizzo	Firma
1			
2			
3			
4			
5			

Termine di raccolta delle firme : 10 settembre 2013. Lancio della petizione: 10 giugno 2013. Possono firmare una petizione : tutte le persone domiciliate a Friburgo . Per il rinvio delle petizioni o per ottenere dei fogli supplementari :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 213 11 72, office@agstg.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Lega svizzera contro la vivisezione : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch



Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friburgo

Il 16 settembre 2009, le organizzazioni AG STG, ATRA e LSCV hanno consegnato al segretariato del Gran Consiglio friburghese oltre 19'000 firme di sostegno alla petizione « *No agli esperimenti sulle scimmie all'Università di Friburgo* ». Il testo della petizione invitava le autorità ad « *abbandonare definitivamente la ricerca medica non solo sulle scimmie ma anche su tutti gli animali* », e mirava a « *promuovere lo sviluppo di metodi innovativi, senza ricorso agli animali, come per esempio i modelli cellulari, tissutali umani o bioinformatici e sostituire gli esperimenti sugli animali con metodi più etici e più scientifici per la ricerca medica.* »

La tematica della sperimentazione animale quale praticata presso l'Università di Friburgo ha dato luogo ad una riflessione di fondo in seno al Gran Consiglio friburghese. I lavori di grande qualità svolti dalla commissione delle petizioni si sono tradotti nel postulato 2069.10 all'attenzione del Consiglio di Stato, accettato da 53 deputati contro 30 nel settembre 2010.

Il 13 dicembre 2011, in risposta al postulato, il Consiglio di Stato comunica il suo rapporto al Gran Consiglio.

In preambolo il Consiglio di Stato faceva presente « *che il quadro giuridico svizzero relativo alla sperimentazione animale è particolarmente vincolante, ciò che risponde alle preoccupazioni dei cittadini* ». Basandosi poi sulla perizia « *per la presentazione delle questioni prettamente etiche strettamente connesse alla speri-*

mentazione animale » dei professori Alex Mauron e Samia Hurst dell'Istituto di etica biomedica dell'Università di Ginevra, i cui pareri favorevoli alla sperimentazione animale sono comunque ben noti, garantiva ancora che i ricercatori dell'Università di Friburgo « *non solo si conformano ben inteso alle prescrizioni legali ma contribuiscono anche agli sforzi volti a ridurre la sperimentazione animale, quando possibile, facendo ricorso a metodi *in vitro* o a modelli unicellulari o alla modellizzazione informatica*. Attuano dunque la prassi detta delle 3R il cui scopo è la riduzione del numero di animali utilizzati, l'affinamento delle metodologie per ottimizzare gli esperimenti e ridurre i disagi di questi ultimi, nonché la sostituzione del modello animale con altri modelli ogni volta che ciò è realizzabile ».

Per una commissione friburghese sulla sperimentazione animale **indipendente dall'autorità**, secondo quanto predisposto dalla legislazione federale e cantonale

No all'interferenza del Consiglio di Stato nella composizione della commissione

In occasione del rinnovo della commissione a fine 2012, il Consiglio di Stato ha goffamente manovrato per scartare la nomina di una candidatura.

Secondo quanto sancito dalla legge cantonale sulla protezione degli animali e dal relativo regolamento, la commissione deve comprendere due rappresentanti delle organizzazioni cantonali il cui scopo statutario è la protezione degli animali (art. 6, cpv. 2 LCPAn, art. 3, cpv. 1, let. a RCPAn).

La SPA di Friburgo ha comunicato al servizio veterinario cantonale (SAAV) nel giugno 2012 la candidatura del dottore in medicina veterinaria André Ménache, specialista in metodi sostitutivi, membro del Comitato deontologico del governo belga in materia di sperimentazione animale, direttore dell'organismo scientifico Antidote Europe.

Il Dr André Ménache è stato sentito dal SAAV il 12 luglio 2012. In seguito a questa audizione, il SAAV aveva ribadito più volte, e per iscritto fino al 2012, che la candidatura del Dr André Ménache seguiva l'iter naturale.

Ed invece la sua candidatura seguiva piuttosto la direzione del cestino. Infatti il SAAV incoraggiava un altro veterinario a candidarsi al posto di « rappresentante della protezione degli animali », allorché non rappresenta nessuna organizzazione di questo tipo. Questo candidato non era nemmeno informato che la sua candidatura era intesa di fatto ad impedire la nomina di un candidato proposto dalla SPA di Friburgo.

Questo veterinario sarà ufficialmente nominato « rappresentante della protezione degli animali » dal Consiglio di Stato il primo dicembre 2012!

Qual è l'indipendenza della commissione friburghese ?

Quanti sono i membri di questa commissione ad essere stati nominati con l'unica istruzione di fare il meno possibile o comunque non rimettere in questione il lavoro svolto dall'autorità cantonale ? Accusato di aver manovrato per la composizione della commissione « indipendente dall'autorità », il SAAV si nasconde dietro il Consiglio di Stato adducendo il motivo che non è lui che procede alle nomine.

E'inammissibile che il SAAV ed il Consiglio di Stato interferiscano nella scelta dei membri della commissione, con l'unico scopo di difendere interessi particolari. Procedendo in tal modo, il Consiglio di Stato lascia intendere che la pratica della sperimentazione animale portata avanti dall'Università di Friburgo non risponde ai requisiti prescritti dalla legislazione.

Queste ricerche sono finanziate dai contribuenti. E sono questi stessi contribuenti che, tramite i loro eletti in Parlamento federale, hanno proceduto dal 1992 all'istituzione di queste commissioni cantonali.

Ad ogni modifica legislativa, il Parlamento ha rinnovato il proprio sostegno a queste commissioni, fissando nuove disposizioni volte a tutelarne il funzionamento, poiché certi cantoni mirano a neutralizzarne l'attività o ad infiltrarle con collaboratori dell'autorità.

Fonti e riferimenti dei documenti: www.lscv.ch



Certe procedure svolte sugli animali possono essere positivamente sostituite da metodi alternativi. Per farlo però bisogna sapere che questi metodi esistono e come utilizzarli.

Filmare la crudeltà verso gli animali è un crimine negli Stati Uniti

Girate sotto forma di candid camera, alcune video mostravano operai agricoli nello stato del Tennessee mentre bruciavano le caviglie di cavalli con prodotti chimici ; degli allevatori nel Wyoming picchiare maiali e farli saltare in aria. E presso uno dei principali fornitori di uova del paese, si vedevano cadaveri di galline in decomposizione ed operai agricoli che bruciavano e spezzavano il becco di pulcini.



<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

Queste video realizzate dai militanti delle organizzazioni *Mercy for Animals*, *The Humane Society of the United States* e *PETA* hanno colpito l'opinione pubblica al punto che sono state pronunciate sanzioni contro i colpevoli di questi maltrattamenti. L'addestratore di cavalli del Tennessee è stato riconosciuto colpevole di aver violato la legge, le autorità del Wyoming hanno incolpato nove operai agricoli per crudeltà verso gli animali, ed il fornitore di uova si è visto annullare il contratto di fornitura con la catena di ristoranti McDonald.

Reazioni del lobby agro-alimentare : criminalizzare i protettori degli animali

Lungi dall'essere piaciute a tutti, queste video hanno suscitato reazioni quasi immediate da parte di eletti legati in un modo o in un altro all'industria agro-alimentare ed agli ambienti conservatori. Denunciando un pregiudizio alla reputazione di queste filiere di allevamento ed una violazione dei diritti alla proprietà ed alla sfera privata, sono state indette molte azioni volte a neutralizzare i militanti della causa animale. Sui 50 stati che costituiscono gli Stati Uniti, una dozzina ha elaborato progetti di legge intesi a criminalizzare non solo gli autori delle video ma anche i media e le organizzazioni di protezione degli animali che li diffondono.

Nuova legge già adottata da tre Stati

Queste leggi sono già state adottate nel 2012 dagli Stati dell'Iowa, del Missouri e dello Utah, che prevedono addirittura un anno di incarcerezione e 1'500 dollari di multa contro qualsiasi militante che si presentasse per un posto di lavoro in un allevamento o un macello senza divulgare i legami che lo uniscono a gruppi di difesa degli animali.

E se gli Stati del New Hampshire, del Nuovo Messico e dello Wyoming ne hanno rinviato l'esame per via delle opposizioni da parte della protezione degli animali o di certi organismi ufficiali incaricati della sicurezza sanitaria, queste leggi sono tuttora allo studio negli Stati dell'Indiana, della California, del Nebraska, della Pennsylvania, del Tennessee, del Vermont e dell'Arkansas. Parte della stampa si fa eco degli oppositori a queste nuove leggi in particolare il rinomato *New York Times* che le denunciava nel suo editoriale del 9 aprile 2013 : « *Il loro unico obiettivo è mantenere i consumatori all'oscuro di tutto per essere sicuri che sappiano il meno possibile sul torbido funzionamento dell'allevamento industriale. Questi progetti di legge sono sostenuti da un lobbying intensivo delle ditte dell'agrobusiness. Ed invece quello di cui abbiamo bisogno sono leggi che garantiscono il nostro diritto di sapere in che modo è prodotto il cibo che consumiamo.* »

Villeneuve - Friburgo

Permesso di caccia alla cieca

6 ottobre 2012, un sessantenne che usciva da un campo è stato gravemente ferito da un cacciatore che lo aveva scambiato per un cinghiale. Cinque mesi dopo, l'uomo raccontava di aver già subito una dozzina di interventi e di soffrire degli strascichi delle ferite riportate. Sul versante delle autorità, si annunciava che non era ancora stata pronunciata alcuna sanzione penale. Il cacciatore dal canto suo contestava la decisione di un procuratore di ritirargli il permesso di caccia per cinque anni. « *Cinque anni sono tanti. Ho sentito parlare di permessi ritirati per due o tre anni, ma nel mio caso vogliono dare l'esempio* » ha dichiarato.



22 marzo 2013 : buona notizia per i fanatici del grilletto. Il Tribunale della Broye ha restituito il permesso al cacciatore, condannando per di più il cantone di Friburgo a versargli un'indennità. Il Presidente del tribunale ha ritenuto che questa sanzione costituisse una violazione della presunzione di innocenza del cacciatore in quanto l'inchiesta non era ancora terminata. Peraltra il ritiro del permesso non sarebbe di competenza di un procuratore. « *Ha inventato una pena che non esiste. Si è attribuito il ruolo di legislatore invece di applicare la legge* » si pavoneggiava l'avvocato del cacciatore.

25 aprile 2013

La Grecia e l'Italia tradotte in giustizia per detenzione non conforme di allevamenti di galline in batteria



Poco più di un anno dopo l'entrata in vigore delle nuove normative di ampliamento della superficie delle gabbie delle galline in batteria in seno all'UE (vedi il giornale n°35 di marzo 2012), la commissione europea sferra un primo attacco contro Grecia ed Italia traducendole in giustizia per inosservanza delle nuove disposizioni.

Eppure il miglioramento votato nel 1999, che lasciava agli Stati ben dodici anni per attuarla, era di poco conto : ogni gallina passava da una superficie minima equivalente ad un foglio A4 ad una superficie aumentata dell'equivalente di una cartolina postale (750 cm²).

Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviare i giornali. In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega.
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 19 54 admin@lscv.ch

Cognome :

Nuovo indirizzo

Nome :

Via :

Vecchio indirizzo

N°

Via :

NPA :

N°

Città :

NPA :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Città :

Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Nom :

Prénom :

Ancienne adresse

Rue :

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Name :

Vorname :

Nouvelle adresse

Alte Adresse

Nr.:

Nouvelle adresse

Neue Adresse

Localité :

Strasse :

.....

Nr.:

.....

Postleitzahl :

Localité :

Ort :

.....

.....

Strasse :

Nr.:

NPA :

Localité :

Strasse :

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :

Nr.:

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-mail :

Bibliothèque Bibliothek Biblioteca LSCV

Les livres sont prêtés gratuitement pour une durée maximale de 90 jours. Les prêts sont réservés aux membres de la LSCV. Les frais postaux d'envois sont pris en charge par la LSCV. Les frais de retour sont à la charge de l'emprunteur et sont indiqués pour chaque livre. Infos : www.lscv.ch/pages/editions/bibliotheque.html

Die Bücher werden gratis für eine Höchstdauer von 90 Tagen verliehen. Der Verleih bleibt Mitgliedern der LSCV vorbehalten. Die Versandspesen werden von der LSCV übernommen. Die Rücksendung geht für alle Bücher zu Lasten des Ausleihers. Infos : www.lscv.ch/de/pages/medien/bibliotheke.html

I libri sono prestati gratuitamente per una durata massima di 90 giorni. I prestiti sono riservati ai soci della LSCV. Le spese di invio postale sono a carico della LSCV. Le spese di ritorno sono a carico della persona che prende in prestito ed indicati su ogni libro. Info : www.lscv.ch/it/pages/edizioni/bibliotheque.html



Shop

Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit

Gratis

Gratis



LSCV



Pas elle ni lui

Seuls des Monstres



Vivisection NON



Non à la fourrure



Alternatives



Vivisezione NO

No alla pelliccia

(Volpe)

Solo dei Mostri



Nichet Er Weder Sie

Forschungsmethoden

Hörst Du mich?

Verstehst Du mich?

Es gibt bessere Forschungsmethoden als Tierversuche!
Die moderne Forschung setzt tierversuchsfreie Methoden ein!

Hörst Du Mich?

Nur MONSTER tragen noch PELZ

PELZ IST SCHMERZ

KEINE ANGST SAG NEIN ZU TIERVERSUCHEN

STOPPT TIERVERSUCHE

Tierversuche NEIN

Flyers œufs Gratuit
Eier-Broschüre Gratis



DE



FR

Dépliants présentation LSCV - Gratuit
LSCV-Prospekt - Gratis
Pieghevoli presentazione LSCV - Gratuito



FR

DE

IT

Dépliants cosmétiques - Gratuit
Kosmetik-Prospekt - Gratis
Pieghevoli cosmetici - Gratuito



FR

DE

IT

T-shirt

T-shirt CLIQUE FASHION-T • Poids/Gewicht/Peso: 160 g/m²
• Qualité/Qualität/Qualità: 100% coton/Baumwolle/cotone

Homme - Herren

S - M - L

Femme - Damen

S/36 - M/38 - L/40



Fr 22.--

Tee shirt blanc/Weiss/Bianco

Tee shirt Noir/Schwarz/Nero

Fr 24.--

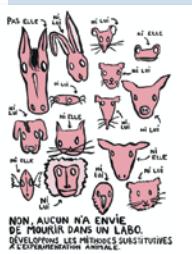


N° 4

N° 5

	Homme - Herren			Femme - Damen		
	S	M	L	S/36	M/38	L/40
N° 1 (Fr 22.--)						
Blanc/Weiss/Bianco						
N° 2 (Fr 22.--)						
Blanc/Weiss/Bianco						
N° 3 (Fr 24.--)						
Français						
Noir/Schwarz/Nero						
N° 4 (Fr 24.--)						
Français						
Noir/Schwarz/Nero						
N° 5 (Fr 24.--)						
Deutsch						
Noir/Schwarz/Nero						
N° 7 (Fr 22.--)						
Français						
Blanc/Weiss/Bianco						
N° 8 (Fr 22.--)						
Deutsch						
Blanc/Weiss/Bianco						
N° 9 (Fr 22.--)						
Deutsch						
Blanc/Weiss/Bianco						

N° 1



N° 7



N° 8



N° 9

	Unisex	
	M	L
N° 6 (Fr 12.--)		
Blanc/Weiss/Bianco		



Fr 12.--
N° 6

Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - CP 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome

Prénom / Vorname / Cognome

Adresse / Indirizzo

Téléphone / Telefon / Telefono

e-mail

